

miz kerzu 2018

# HARZ-LABOUR

niverenn 22 — numéro 22

décembre 2018

« Il n'y a pas de phénomènes moraux, rien qu'une interprétation morale des phénomènes. » Nietzsche

Dans un monde toujours plus fragmenté où la gouvernance a dissous les antagonismes traditionnels, le ressentiment semble être le mal de l'époque. Le salariat n'est plus l'élément structurant de la société et les catégorisations issues du monde du travail s'effritent au fur et à mesure de la généralisation de la précarité, qui regroupe des situations trop diverses pour être une condition commune. L'arrogance du pouvoir masque mal sa fragilité, et seul l'usage de la force lui permet encore de subsister. Ici ou là, le fascisme et l'autoritarisme s'imposent par les urnes. La démocratie n'est plus qu'une incantation dans la bouche de politiques qui tentent désespérément de légitimer leur existence. Et dans ces fragments de monde errent des monades impuissantes. Les mises en scène de la vie sur les réseaux sociaux trahissent des solitudes existentielles dans la virtualité des liens. La multiplication des catégories dit la difficulté à faire monde. Le mal-être est général, et chacun pressent que quelque chose ne va pas. Plus précisément, chacun pressent que des choses ne vont pas. Et c'est ici que s'exprime le ressentiment, au sens nietzschéen du terme.

Si les discours médiatiques tournent en boucle sur le « ressentiment », qui expliquerait aussi bien l'élection de Donald Trump que le départ d'adolescents vers les rangs du califat, l'abstention et le vote FN, le mouvement des gilets jaunes et les relations internationales, ils ne le caractérisent jamais. Et il s'agit, des tribunes de Libé au plateau de BFM TV, d'un mot aussi vide que radicalisme, qui permet aux journalistes de tenter de caractériser toutes les manifestations trop visibles d'un monde qui se meurt.

À rebours de la volonté de caractériser, il semble peut-être plus intéressant de parler de ressentiments, multiples, pluriels et d'en proposer une approche sensible, nécessairement lacunaire, et subjective. Pour Nietzsche comme pour Deleuze, le ressentiment est la rancœur des faibles, et est profondément lié à leur impuissance. Il est un sentiment négatif qui n'est même pas réaction, puisqu'il est de l'ordre de la passivité totale. Il conduit à constamment rechercher un responsable à sa rancune, un « méchant » qui per-

met de se sentir bon. Le ressentiment est celui de ceux qui croient encore avoir des droits et désespèrent de ne pouvoir en bénéficier. Il est négation de soi, dans ce qu'il conduit à ne se définir que négativement. Le ressentiment est constitutivement de l'ordre de l'inaction, puisqu'il est un sentiment de l'ordre de la rancœur. Et s'il est mû par l'esprit de vengeance, il n'en reste qu'au stade d'idée. Or, dans l'atomisation du monde, les causes des ressentiments sont multiples. Il s'agit du ressentiment du retraité, qui a travaillé pendant 42 ans et désespère de ne pouvoir vivre décemment de sa retraite, qui sent que le travail lui a volé sa vie. C'est aussi le ressentiment du petit patron qui exploite ses salariés comme il s'exploite lui-même, en travaillant toujours plus pour répondre à la demande qu'il crée lui-même, et qui râle après les « assistés », les « fainéants » qui ne veulent pas travailler, pour qui il paie des « charges » au lieu de s'enrichir. C'est le ressentiment de la mère de famille qui croit que les autres, les « bougnoules » vivent mieux qu'elle avec les aides sociales. C'est celui de l'étudiante à qui on a dit que son diplôme lui donnerait un super job dans la start-up nation et qui se retrouve à la caisse de Carrefour, et qui rumine son déclassement. C'est celui du travailleur social qui ne comprend pas le manque de reconnaissance de ceux qu'il encadre, et qui hait leur ingratitude. C'est celui d'un chanteur vieillissant qui méprise tout le monde sauf lui-même parce que des instagrameuses récoltent plus de likes que lui. C'est le ressentiment de l'agriculteur envers l'Europe qui l'empêche d'utiliser ses pesticides préférés alors qu'il ne peut vivre de son travail. C'est celui du militant de gauche choqué de s'être fait tabasser par la police alors qu'il usait de son droit de manifester. C'est celui du livreur Deliveroo à qui on a dit d'être l'entrepreneur de lui-même et qui se retrouve détruit par une multinationale. C'est aussi celui de la chômeuse aux prises avec la société de compétences et qui désespère de ne pouvoir se vendre sur le marché de l'emploi. C'est celui de l'aide à domicile qui travaille 50 heures par semaine et se retrouve à découvrir le 5 du mois. Et s'il est vrai qu'il y a un monde qui ne doit pas être comblé entre un patron, fût-il un petit patron, et un ouvrier à la retraite, entre un travailleur social et une caissière ; il n'en reste pas moins que factuellement, dans l'économie capitaliste, les humiliés sont nombreux, qu'ils subissent le travail, les agents de Pôle Emploi ou ceux de la CAF. Il n'en reste pas moins non plus que rien ne peut naître de cette multitude de ressentiments, puisqu'ils restent de l'ordre de l'affect négatif.

Or, nous avons assisté ces dernières semaines à un surgissement impromptu, tout de jaune vêtu, protéiforme, insaisissable. Cette apparition de gilets jaunes est-elle la transformation du ressentiment en colère ? Les rencontres sur les rond-points, les rocades, les parkings de centre commerciaux, voient à minima la transformation de ce sentiment partagé que

« quelque chose ne va pas » en passions rageuses. À partir du moment où on sort dans la rue, où on est prêt à se battre, avec ce qui ressemble parfois à l'énergie du désespoir, on laisse prise à la vie, à la passion joyeuse, on se saisit de soi et du monde. Toutefois, reste à savoir si ce qui est en train de se passer est de l'ordre de l'action ou de la réaction. En effet, la multiplicité des formes de ce mouvement (au sens littéral du terme, de quelque chose qui se meut, qui n'est pas figé, qui bouge constamment) laisse place à autant d'actions positives, non pas dans une perspective morale, mais dans ce qu'elles sont autant d'affirmations positives, de créations ; que d'actions négatives, de réactions. Ainsi, si dans certains endroits se sont opérés des débordements du cadre classique de la manifestation, ailleurs, les Gilets Jaunes se transformaient en auxiliaires de police. Parce que sa composition est diverse, il est impossible de catégoriser ce mouvement tant d'un côté que de l'autre. Si d'un côté, il n'est pas « le monde du travail » (d'autant plus qu'il devient impossible de savoir où commence et où finit le travail), ni celui de « la France périphérique » (sans qu'on sache trop où commence la périphérie), il s'exprime par moments dans un certain rapport au travail et à l'État. Mais il est aussi rejet de toutes les directions politiques classiques, sans pour autant prétendre en recréer de nouvelles. Et s'il est divers, c'est peut-être parce qu'il est né de cette multitude de ressentiments, et non d'un ressentiment partagé, commun. Aucun antagonisme clair n'émerge de cette colère, parfois tournée vers l'État, parfois contre l'économie, parfois contre les taxes, parfois contre la condition qui nous est faite. Une chose est sûre en tout cas, au moins provisoirement, la rencontre semble avoir lieu, les solitudes sont brisées. Il se joue quelque chose dans les coups de klaxon que s'adressent les automobilistes arborant des gilets jaunes derrière leurs pare-brises, dans le sourire qui naît devant un radar entouré d'un gilet jaune, dans les discussions qui se créent entre des inconnus. Il se joue quelque chose quand, à une semaine d'intervalle, on passe de la course vers l'Élysée à l'affrontement total avec les flics, quand on passe de l'illusion d'une police qui protège à la conviction d'une police qui réprime, mais il reste difficile de pressentir ce qu'il va advenir. Ne reste qu'une certitude : il s'est passé quelque chose.

# TRIGGER WARNING : FIN DU MONDE

Sous quelque angle qu'on prenne la situation, la catastrophe est déjà là, et la situation va s'aggraver. Le constat semble implacable, et les best sellers citant les effets du changement climatique et les détails de ce qui va nous arriver se multiplient. En France, Pablo Servigne tient le haut du pavé de ce marché, avec son dernier livre, *Une autre fin du monde est possible*. En moins de trente ans, 30% des oiseaux et 80% des insectes ont disparu. En moins d'un siècle, le nombre de poissons de grande taille a été divisé par dix. Les abeilles, indispensables à la stabilité de l'éco système, sont elles aussi menacées. Bientôt, des endroits entiers du globe ne seront plus vivables pour les êtres humains, ravagés par les eaux, les feux de forêts ou les virus et bactéries libérées par la fonte des glaces.

Les collapsologues, théoriciens qui se donnent pour objectif d'étudier l'effondrement de la société industrielle, dont les dérèglements climatiques ne sont qu'un aspect, nous le répètent : il est déjà trop tard, et pour de nombreux êtres humains, le futur est sans issu. Depuis le rapport Meadows commandé par le Club de Rome en 1973, les gouvernants semblent conscients qu'une croissance infinie n'est pas possible dans un monde fini. Les rapports des pays occidentaux l'affirmant se sont multipliés depuis, développant un imaginaire apocalyptique au fur et à mesure que les effets du dérèglement climatique étaient connus. Le rapport *Pic pétrolier - Production: impacts, atténuation et gestion des risques*, rédigé à la demande du Département américain de l'énergie et publié en février 2005, considère le pic pétrolier comme inévitable, tout autant que les effets catastrophiques du réchauffement climatique. Si différents scénarios sont envisagés, de celui d'un augmentation de la température de 9°C appelé « anéantissement » à celui d'une augmentation de la température de seulement 2°C, ce dernier scénario, très optimiste, est tout de même nommé « catastrophe ». Selon ce rapport, la fonte des nappes phréatiques dans l'Himalaya risquerait par exemple de déclencher une guerre nucléaire entre l'Inde et le Pakistan pour l'accès à l'eau potable. Le Bangladesh pourrait quant à lui connaître une montée des eaux, ce qui pousse un climatologue bangladais à parler à ce sujet de « *génocide climatique* ».

Aussi, un rapport de l'armée allemande publié en 2010 prédit l'effondrement de nos sociétés du fait de la raréfaction du pétrole en 2025, spécifiant que quand bien même de nouvelles sources de pétrole seraient découvertes, nous aurions besoin de plus en plus d'énergie pour l'extraire. L'une des conclusions du rapport est qu'« à moyen terme, le système économique global ainsi que chaque économie nationale pourraient s'effondrer » Quant à eux, les rédacteurs des rapports du GIEC rappellent chaque année le risque de disparition de l'espèce humaine et de la majorité des espèces vivantes sur terre, la probabilité étant, au fur et à mesure des parutions, de plus en plus forte.

Si l'espèce humaine ne représente que 0,1% des animaux sur terre, elle est, depuis l'ère industrielle, responsable de 80% des morts d'animaux. Ces constats apocalyptiques sont le plus souvent désarmants, et les colloques universitaires d'entomologistes, d'ornithologues et de climatologues oscillent le plus souvent entre dépression, cynisme et humour noir. Pour autant, rappelons que ce n'est pas « l'espèce humaine » qui est responsable, mais un certain mode de production. Aussi, ce n'est pas la seule raréfaction des ressources qui risquerait de déclencher une guerre nucléaire, mais un certain rapport à la concurrence et au pouvoir d'État. S'ils ne souhaitent pas remettre en cause le

système économique qui nous conduit de plus en plus rapidement à la catastrophe, les États européens se préparent à tenter de maintenir leurs pouvoirs, chacun espérant survivre à l'effondrement des régimes voisins, incapables d'assurer le bien être de leurs populations. Il y a quelques années, l'Allemagne a par exemple réimprimé des deutschmarks, espérant survivre à un effondrement économique qui toucherait toute la zone euro. L'armée suisse effectue régulièrement des exercices pour se préparer à repousser les réfugiés climatiques qui, selon l'ONU, seront entre 200 millions à 1 milliard de réfugiés quand plusieurs îles auront été englouties par les eaux, et que certaines températures seront littéralement invivables en de multiples endroits du globe.

L'hypothèse d'une montée de l'autoritarisme des États est bien sûr renforcée par les risques de remise en cause ou d'effondrement du système, notamment lorsqu'une économie est dépendante du pétrole, et que sa circulation se fait à flux tendu. En Grande-Bretagne, après cinq jours de grève des pétroliers en Grande Bretagne, l'armée était prête à intervenir. Cette menace s'était aussi fait sentir lors du mouvement des retraites de 2010 au Havre, dans un contexte de grève de toutes les raffineries et d'épuisement des stocks.

Enfin, les collapsologues n'ont pas peur de jouer les oiseaux de mauvaise augure à propos de la gestion des déchets nucléaires. Ils font par exemple remarquer l'impossibilité de garantir la stabilité des déchets nucléaires sur des milliers d'années, alors que toutes les pyramides n'ont pas été retrouvées... À la capacité des gouvernants de se donner des bonnes raisons de ne rien faire en affirmant que la science nous sauvera, Jean-Pierre Dupuy oppose un catastrophisme éclairé. Les hypothèses scientifiques ne sont pas satisfaisantes, et ne résisteront pas à la pratique. Si un sino-futurisme s'est développé, qu'une fausse lune a été créée au dessus de la Chine pour limiter la consommation d'énergie nécessaire à l'éclairage des villes, et qu'est actuellement étudiée la possibilité d'envoyer des panneaux solaires pour déclencher des pluies artificielles, ces hypothèses ne semblent être que des fuites en avant, et signifier un refus de remettre en cause le productivisme qui détruit la planète et les formes de vie sur Terre. En Occident, des transhumanistes et autre savants fous (notamment des physiciens des cordes) parlent de créer les conditions pour vivre sur Mars, le « *terra forming* » passant par la génération d'un bouclier magnétique, sensé permettre à une poignée d'élus qui auront les moyens de changer de planète de survivre quand ils auront fini de détruire la Terre.

L'un des intérêts de la collapsologie est de ne rien céder à ces hypothèses technicistes. L'une des autres forces de l'analyse est d'être multi factorielle, en opposition aux discours médiatiques et à ceux des ONG ne réduisant l'effondrement qu'à un seul facteur, qui varie en fonction des modes : le trou dans la couche d'ozone il y a 20 ans, le climat maintenant. La contrepartie est malheureusement qu'il s'agit une perspective holistique, très proche des modes de gestions contemporains. Si les collapsologues critiquent l'idée qu'il suffirait d'une innovation scientifique pour nous sauver, leur fatalisme les pousse à prôner une gestion gouvernementale (souvent autoritaire) de la catastrophe qui viendra inéluctablement, et des populations qu'il faudra gérer.

La perspective de l'effondrement, présentée comme une fatalité, débouche le plus souvent sur des discours angoissés, emplis de repli sur soi et de méfiance. La notion d'effondrement, très englobante, est assommante, dit peu de choses des causes, du mode de production qui mène l'humanité à sa perte, et donc des luttes possibles

contre celui-ci. Un discours aussi vaste et vague à propos de la destruction de la Terre et de la fin de l’humanité laisse en outre peu de place aux possibilités de lancer des mouvements de contestation, lesquels sont de fait sectoriels et ciblés.

Il y a certes de bonnes raisons de concevoir qu’une catastrophe est probable à tout instant. Il faut par exemple deux heures pour éteindre un réacteur nucléaire, et quatre à six mois mois pour le refroidir. Il faut cependant pour cela une organisation, des ingénieurs, et la possibilité pour eux de se déplacer. Quand les collapsologues demandent ce que l’on peut faire s’il y a à la fois un *black out* électrique et une rupture d’approvisionnement des groupes électrogènes, personne ne peut leur apporter de réponse. Cependant, les collapsologues ne disent pas non plus pourquoi il faudrait attendre la catastrophe pour penser à arrêter les centrales nucléaires. Il semble d’ailleurs d’autant plus difficile d’apporter une réponse satisfaisante à la situation quand la catastrophe a déjà eu lieu. Les auteurs japonais du livre *Fukushima et ses invisibles* expliquent par exemple qu’ils n’ont plus grand chose de commun avec le mouvement antinucléaire mondial, car celui-ci ne dit rien de ce qui advient quand la catastrophe a déjà eu lieu…

Disant peu de choses de la répartition des ressources comme du pouvoir, des possibilités de changer dès à présent et radicalement de mode de production et de forme de vie, Pablo Servigne, auteur le plus connu de la collapsologie, et Yves Cochet, ancien député écologiste précurseur de ce courant, présentent le fait qu’il y aurait trop d’être humains comme une évidence, indépendamment de la manière dont ceux-ci peuvent polluer ou non. La perspective malthusianiste est présentée comme la suite logique, sans ne rien dire des questions éthiques et politiques que cela soulève, ni comprendre que le problème n’est pas en soi le nombre d’êtres humains sur terre, mais les manières de produire, d’habiter et de consommer.

En réalité, tout en se revendiquant pour certains de gauche, voire libertaires (comme Servigne), les collapsologues ne rompent pas avec la volonté de continuer à gouverner les êtres humains comme ils le sont maintenant au sein du libéralisme autoritaire, voire de durcir les modes de gestion. Dans les constats collapsologiques, tout est quantifiable et affaire de gestion statistique. Les comportements humains sont expliqués sur un mode cognitiviste, où tout est rationalisable et évaluable. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, c’est par exemple par la statistique que Servigne entend prouver que l’*homo economicus* n’existe pas, en affirmant que l’altruisme est plus… « utile », décidé par intérêt, pour la survie de l’espèce ou le calcul de sa réputation. L’éthique est dans la pensée de Servigne réduite à un « besoin », alors qu’elle est en réalité l’inverse, ce que fait l’être humain quand on ne le regarde pas.

Paul

Chefurka, autre penseur à la mode, a modélisé, sans crainte du ridicule ce qu’il croit être les stades du développement de l’esprit humain, réduisant certaines personnes au « *défaut de conscience* », et d’autres à la « *conscience de tous les problèmes* ». Si cela pourrait prêter à sourire tant la complexité est ici méprisée, cela est révélateur d’un attachement à l’évaluation autant qu’à la notion de totalité. Pour le dire clairement, si les théoriciens de l’effondrement n’ont pas renoncé à la perspective holistique, à l’économisme ou à l’ingénierie sociale, c’est parcequ’ils portent un projet de gestion des êtres humains qui en a besoin.

L’activité de Pablo Servigne est à ce titre révélatrice, ce militant « libertaire » se vantant de parler avec le patronat, l’armée et l’extrême-droite, pour, face à l’effondrement qui vient, « *trouver ensemble les chemins à prendre* ». Ne critiquant pas en soi les catégories de l’économie capitaliste ni les modes de gouvernement tout en expliquant finement les détails de la catastrophe à laquelle ceux-ci nous ont menés, Servigne fait aussi l’apologie de la production et de la planification, jusqu’à se déclarer admirateur de la dictature castriste lorsqu’on lui demande comment devra être géré l’effondrement. Lorsque sont conçus l’effondrement et la nécessité de le gérer, le renforcement de l’autorité de l’État est souvent considéré comme une évidence. Si les collapsologues font l’apologie de la coopération, ils ne critiquent ni l’exploitation, ni les formes modernes et post-modernes de surveillance et de contrôle. Pablo Servigne se vante de parler à des anarchistes comme à des hauts fonctionnaires, et pense que le vrai clivage est entre ceux qui sont joyeux et agissent en prévision de la catastrophe inéluctable, et ceux qui désespèrent. La volonté de remettre en cause le capitalisme, que nous voyons quant à nous comme une pulsion de vie, la défense de liens autre qu’économiques, l’attachement à une certaine idée de l’existence, est, pour Servigne, un « *çavapétisme* », une croyance naïve dans le fait qu’une révolution pourrait advenir, laquelle est elle même réduite au nihilisme.

Cette affirmation est en cela très cohérente avec le fait qu’en période d’austérité, Servigne défend le rationnement, en ne disant pas grand chose du pouvoir des entreprises et de l’État qui se verraient renforcés par une telle mesure, alors que ce sont ces mêmes institutions qui sont en train de détruire la plupart des formes de vie existantes sur Terre. Dans la même démarche, une

conférence d’éducation populaire de la SCOP Le Pavé portant sur la raréfaction du pétrole se termine par l’affirmation selon laquelle il faudrait baisser les salaires, sans réfléchir au fait qu’une telle mesure augmenterait (au moins dans un premier temps) les dividendes des plus riches, c’est-à-dire ceux qui détruisent le plus la planète…

Ne proposant aucun avenir désirable, le discours collapsologique est le plus souvent désarmant. On se dit même parfois que l’effondrement est très proche, et qu’il n’y a plus rien à faire, sinon penser à sa gestion possible par l’armée et les ministres, à son exil intérieur, ou à une tentative personnelle d’y survivre. Ainsi, Paul Chefurka est devenu religieux, et appelle dorénavant à rejoindre le « *chemin intérieur* » par défaut d’une analyse matérielle et précise du pouvoir et des régimes de production, qui permettrait peut-être de penser les possibilités de s’y opposer. Michael Ruppert, ancien flic, auteur du film *Collapse* sur la raréfaction du pétrole, les guerres et les dommages irréversibles liés au manque de ressources et de matières premières, s’est quant à lui suicidé par désespoir.

Chez d’autres, c’est le sauve-qui-peut qui est prôné, le fait d’organiser soi même sa production et de mettre en place des stocks, en lien avec un darwinisme social assumé, la coopération entre quelques uns étant ici, selon les collapsologues, une manière de survivre dans un contexte de lutte pour l’accès aux ressources. Servigne, défenseur de la transition et des petites communautés, est le gourou de ceux qui savent, et pour cela, se sentent au dessus des autres. Comme les complotistes, il les rassure, les aide à se sentir supérieurement conscients, en déclarant que « *beaucoup de gens savent et s’interdisent d’en parler en public* ». Pour les apôtres de l’effondrement, la transition n’est pas celle qui nous ferait sortir du capitalisme et passer à un autre système, mais celle de petites communautés qui s’organisent pour survivre, dans le plus grand égoïsme. En lien avec la collapsologie, un réseau mondial de « transitionneurs » s’est créé. Les communautés et réseaux se multiplient au sein de la classe moyenne intellectuelle et de gauche, associés à la nécessité de se préparer à quelques uns à la catastrophe pour y survivre, en s’occupant de son potager, développant une expérience de permaculture, et stockant des aliments dans un bâtiment en chanvre. Parfois, il est même spécifié qu’une minorité d’être humains survivront aux températures invivables sur la majorité du globe, à la fonte de la

banquise, à la montée des eaux et à la présence en Europe de maladies que l’on croyait définitivement disparues depuis la fin du Moyen-âge, et que les survivants seront ceux qui s’y seront le mieux préparés. Ceux qui s’envisagent comme les futurs élus, qui mériteront de peupler le Groenland qui aura reverdi, s’imaginent être les plus légitimes car les plus conscients, ceux qui s’y seront préparés dans leur pavillon de campagne en plantant des tomates et pratiquant le zéro déchet.

Notons que même quand ces projets de « transition » sont collectifs, ils se situent encore en dehors des luttes et de l’édification de rapports de force contre le pouvoir. Il n’est pour cela pas étonnant que la récupération fasciste ne soit pas loin, au sein d’un mouvement incapable de cliver et de politiser ces questions. Un survivalisme fasciste existe. Piero San Georgio, patron proche de Soral, vend par exemple des stages pour apprendre à survivre, c’est-à-dire trouver de l’eau, reconnaître les insectes comestibles, faire du feu, mais aussi à se défendre en cas d’attaques de migrants, de pillards ou d’antifas. Il s’agit ici de vendre, et cher, ce qui, à part l’angoisse, peut s’apprendre dans un camp scout, une association ou un groupe d’amis par la coopération et la solidarité. Alexandre Boisson, se vantant de son appartenance passée à la Bricade Anti Criminalité, a, en plus d’avoir co-signé une tribune dans *Le Monde* avec Pablo Servigne sur l’effondrement à venir et la nécessité de mettre en place ses propres solutions (sans qu’on sache très bien lesquelles), fondé l’association SOS Maires, pour penser les formes de gestion de populations à des échelles locales. L’obsession de ce militant d’extrême-droite est bien sûr celle des déplacements de populations, et de leur régulation, et c’est à ce titre qu’il voit les différentes communautés locales créées pour anticiper l’effondrement comme « *créant la sécurité publique* », sans être jamais contredit par ses amis de gauche.

Cet imaginaire n’est pas sans rappeler celui de la très haute bourgeoisie américaine, dont une enquête du New Yorker nous apprenait que plus de la moitié des milliardaires américains possèdent un bunker dans lequel se rendre en cas de crise, qu’il s’agisse d’une révolution, d’une catastrophe climatique, ou d’une faille technologique créant le chaos. Les bunkers sont fabriqués dans l’Oklahoma, livrés dans des lieux tenus secret, et certains de ces milliardaires ont toujours un hélicoptère à disposition pour s’y rendre, au cas où. Cet article nous révélait aussi qu’un ancien cadre de Facebook a acheté deux hectares de terrain boisé sur une île du Nord-Ouest Pacifique, qu’il a muni de générateurs, de panneaux solaires et de milliers de cartouches. Larry Hall, PDG du Survival Condo Projet, a fait bâtir un complexe immobilier de luxe de quinze étages dans un souterrain désaffecté du Kansas, entre 2008 et



2012, le tout pour 20 millions de dollars. En cas de confinement, le complexe est prévu pour être autosuffisant pendant cinq ans.

Qu'il s'agisse des « transitionneurs » de gauche qui ont rejoint le mouvement de Rob Hopkins (enseignant en permaculture britannique, initiateur en 2005 du mouvement des villes en transition), des survivalistes d'extrême-droite et amicales de chasseurs qui tendraient plutôt à prévoir de s'organiser en milices, ou de la haute-bourgeoisie tentant d'assurer ses arrières au moment où elle sent que ce qu'elle a créé n'est plus viable, tous ont en commun de ne pas souhaiter (ou de ne pas considérer comme possible) un changement radical de l'ordre en place, et de vouloir s'en sortir contre les autres.

Puisque les mouvements de transition se veulent solidaires et progressistes, ils ne peuvent cependant pas assumer la fuite en avant et la concurrence de la même manière que leurs équivalents au sein de la bourgeoisie et de l'extrême-droite. Ce sont alors souvent les discours culturalistes et moraux qui pallient à leur incapacité à voir les rapports de force, à comprendre les rapports de production, les formes de gouvernements, et peut-être la possibilité de les remettre en cause. Ainsi, plutôt que d'analyser les stratégies gouvernementales dans un contexte de concurrence entre États européens, Pablo Servigne explique que que si les prédictions économiques du gouvernement allemand se veulent les plus précises, ce n'est pas en raison de sa position dominante dans l'UE, mais du fait de « la culture allemande »... Il en est de même pour les formes de concurrence, qui seraient moins liées à des déterminants matériels et des rapports de force qu'à des cultures... Les pauvres auraient une « culture de l'entraide » et les riches une « culture de l'égoïsme », sans que rien ne soit dit de la lutte menée par les plus riches pour écraser les plus pauvres.

Le discours de l'effondrement est dépolitisant et déterministe. Comme les marxistes évaluaient les conditions objectives et attendaient l'effondrement du capitalisme sous le poids de ses contradictions internes, les collapsologues attendent l'effondrement de la société du pétrole, et sont persuadés de s'en sortir mieux que les autres quand la nature le décidera. C'est pourtant oublier que la pollution sous ses différentes formes est inégalement répartie. Les usines polluantes, les décharges et les zones contaminées sont souvent là où sont relégués les plus pauvres, et c'est dans les pays du tiers monde que les principales nuisances environnementales sont externalisées.

Pourtant, comme l'observe Jean-Baptiste Fressoz, historien des idées, à se focaliser sur le pic pétrolier, ou même sur une supposée raréfaction des ressources naturelles et sur les tensions internationales qu'elle induira, on ne dit pas grand chose de la question du climat et de la pollution. Cet ordre des priorités est probablement celui d'une écologie de riche. Ce sont surtout les riches qui souffrent du pic pétrolier, dans la mesure où les pays pauvres consomment beaucoup moins d'énergie. Le principal problème à l'échelle mondiale semble pourtant être le dérèglement climatique, et ses conséquences subies par les plus pauvres. Quitte à nous répéter, bientôt, la chaleur sera devenue littéralement insupportable au niveau de l'équateur, des îles du Pacifique seront englouties, et, quand les forêts brûleront, comme c'est déjà le cas tous les ans en Californie ou dans la péninsule Ibérique, il faudra s'habituer aux nuages noirs au-dessus des villes.

Pourtant, les discours apocalyptiques ne font pas reculer l'hypothèse annoncée, et ne font rien d'autre que créer la satisfaction de savoir face aux ignorants, couplée à l'espoir d'être du bon côté de l'Histoire. Comme l'écrit

Jean-Baptiste Fressoz « *La « pédagogie de la catastrophe » est une illusion démentie par l'histoire : qui, à part dans les pays concernés, se souvient du cyclone Bhola (au moins 300 000 morts au Bangladesh en 1970), du typhon Nina (170 000 morts en Chine en 1975) ou du cyclone Nargis (130 000 morts en Birmanie en 2008) ? Et en Europe, qu'est-ce qu'ont changé les 70 000 morts de la canicule de 2003 ? Il faut reconnaître au capitalisme sa résilience extraordinaire face aux désastres de tout ordre.* »

Face aux inégalités mondiales, l'effondrement est un concept fourre-tout. Pourtant, « *tout au long des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, l'effondrement est avant tout porté par les chantres de l'industrie et de l'Empire : c'est l'économiste Stanley Jevons qui s'inquiète pour la domination de la Grande-Bretagne à court de charbon ; c'est Paul Leroy-Beaulieu qui justifie le pillage des ressources coloniales au nom de l'effondrement prévisible de l'Europe ; c'est la commission Paley établie par Truman qui organise le drainage des matières premières du tiers-monde ; et c'est encore le Club de Rome, un assemblage d'industriels et de savants de la guerre froide qui a curieusement séduit la contre-culture, et dont les travaux ont joué un rôle certain dans l'élaboration du programme chinois de l'enfant unique.* »

Aujourd'hui, dans un discours qui a tout de la confusion et sombre parfois dans le conservatisme, Servigne utilise les termes « effondrement » pour présenter comme inéluctable une politique d'austérité ou un pillage de l'État par la bourgeoisie, comme en Grèce, ou les révoltes en Libye et en Syrie, réduites à « l'effondrement de l'État ». Quand Vincent Mignerot, un autre collapsologue, est interrogé sur les responsabilités de la bourgeoisie dans la catastrophe en cours et celle à venir, il répond à propos des êtres humains et leurs capacités à accuser les autres de ce qu'ils font...

Les quelques fois où des collapsologues s'intéressent aux Zads, c'est seulement en percevant ces endroits comme des espaces de transition face à l'effondrement qui vient, et non pour la capacité effective à stopper des projets destructeurs, à remettre en cause le productivisme, à se faire porteur d'une autre vision de la vie à un endroit, tout en tissant des liens et en soutenant des luttes à d'autres endroits, à la fois contre la situation présente et l'avenir qui nous est promis. Face à ces gestionnaires de la catastrophe, il faut donc réaffirmer une autre philosophie, visant à résister aux grands projets nuisibles là où nous le pouvons, à remettre en cause les paradigmes utilitaristes et productivistes, et à réintroduire de l'hétérogène, face aux hypothèses autoritaires et aux projets de gestion qui visent à recréer la totalité. En conclusion, citons ce qu'écrit Josep Rapanell i Orra, en postface du recueil *Itinérances*, qui, contrairement à ce que font les collapsologues, met en commun des tentatives collectives de résistances à l'emprise de la gouvernementalité :

« *Le désastre est devenu immanent au monde. Gaïa, l'indifférente n'attend de nous ni repentir ni conversion, n'en déplaie aux nouveaux prêtres gestionnaires d'une écologie du désastre. Elle semble pouvoir exister aussi bien dans un monde sans humains qu'avec des humains sans monde dans l'absence d'un horizon d'attente. (...) La catastrophe n'est plus à annoncer. Elle est le présent dans un enchaînement d'instantanés du probable qui rend le temps totalement présent. Contre le probable, aujourd'hui le pire, nous pouvons éprouver des nouveaux commencements en relocalisant le possible. (...) Pour les fanatiques militants de l'économie, il s'agit maintenant de gouverner le monde des humains comme un environnement. Mais on mesure leur absurde prétention à l'aune de l'intrusion imprévisible des mondes non humains chez des humains de plus en plus dépourvus de monde. On ne peut pas gouverner le désert qui avance, ni le silence assourdissant des oiseaux. Nous ne sommes plus dans une guerre sociale, mais dans une guerre entre des milieux. Entre le milieu total de la décomposition capitaliste, celui des comptes de la valeur, dont la valeur du désastre, et les milieux fragmentaires des laissés-pour-compte, ceux qui ne veulent plus compter, et pour lesquels l'incalculable valeur de la rencontre fait surgir le partage de formes de communauté.* »

**Fin novembre, dans la marche pour le climat, était diffusée cette petite histoire. Ravis de voir que certains passent par la littérature pour accompagner les mouvements, nous avons décidé de la republier telle quelle dans nos pages. Nos amitiés sincères à Adam Losange et Joule Ragote.**

## UNE COURTE HISTOIRE DU FUTUR

Adam Losange, Joule Ragote

Cela ne pouvait plus durer. Pendant quelques décennies, ils avaient survécu tant bien que mal avec leurs proches dans les Tours Inversées, qui développaient leurs architectures au-dessous du sol, à l'abri de la fonte. Sachant que leurs piles pouvaient être désactivées à distance, les Cerbères dépêchés par les Touristes – ainsi se nommaient les habitants des Tours Inversées – n'hésitaient pas à convertir leur angoisse permanente en massacre méthodique, tuant les Terreux qui s'approchaient d'un peu trop près des sas insuffisamment camouflés.

Mais l'air irrespirable et la mort à l'étuvée qui, dans l'atmosphère cramoisie, attendaient les Terreux, poussaient ces derniers à attaquer les Cerbères à mains nues, à coups de dents parfois. Peu à peu, les Terreux s'infiltraient dans les Tours Inversées, qui s'autodétruisaient les unes après les autres, en vertu du précepte fondamental ayant guidé les Touristes depuis leur première expropriation réussie : plutôt mourir que de donner quoi que ce soit aux Terreux, plutôt la destruction des infrastructures technologiques que leur utilisation gracieuse – « *plutôt cramoisies que rouges !* », comme les Touristes aimaient à dire non sans s'esclaffer, lors de leurs royales parties de FPS.

Voyant cependant leurs semblables succomber les uns après les autres, les Touristes contrariés prirent la décision qu'ils avaient jusqu'alors repoussée : quitter la Terre pour aller coloniser l'exoplanète Volva, analogue terrestre située à environ 1043 neuro-parsecs, dans la lointaine Galaxie du Perroquet. Les ingénieurs aux ordres des Touristes avaient commencé à construire la fusée à l'abri des regards, dans la Vallée de la Carne, juste avant que le permafrost ne relâche son méthane, et conçut la technique du Gel Amorphe qui permettrait aux membres de la classe Touriste de traverser le cosmos en un rien de temps. Quitter la Terre s'était pourtant avéré une perspective douloureuse : c'était abandonner un lieu de jouissance – inauguré dès la décimation de la mégafaune, poursuivi en ouvrant le Passage du milieu, et couronné de succès lorsque respirer fût taxé. Mais le temps pressait ; les Touristes survivants montèrent dans la fusée Acosma ; les voilà très vite aux parages de Volva, planète aux conditions environnementales similaires à celle de la Terre ; mais une déconvenue les attendait : Volva était cramoisie comme une orange. Après trois siècles de développement tout azimut, le dégel brutal du permafrost avait rendu la planète inhabitable.

◇

### 30 ans plus tôt ...

Les terres continuèrent à devenir de plus en plus stériles. Les États plongèrent dans une décroissance toute involontaire. Des projets innovants furent relancés pour s'approprier les terres des quelques indiens qui n'avaient pas encore été mis-au-travail. Un nombre encore croissant de mi-grands furent jetés sur les routes. Face à ce problème, c'est BolsoNarrow qui eut le premier l'idée : utiliser la grande ressource en bois non valorisée sur son territoire pour ériger des frontières de feu tout autour de son État. Des frontières alimentées jour et nuit, qui, pour un temps, se révélèrent infranchissables. L'idée eut l'avantage de faire bondir le pourcentage d'énergie renouvelable dans la bilan énergétique de l'État (car il en fallait, du « bois-énergie », pour maintenir ces frontières !), ce qui lui conféra une légitimité de poids dans les négociations internationales pour le climat.

Les grands de ce monde étaient invités, lors de leurs chasses à courre présidentielles, à pousser les Improductifs vers le feu des frontières.

Ces derniers, qui préféraient se faire appeler Terrestres plutôt qu'Improductifs, se terraient dans des endroits sombres tels que des carrières de Nickel épuisées, ou - en souvenir des esclaves marrons qui eux-mêmes s'étaient souvenus de certains ânes rétifs - dans les zones de forêt trop escarpées pour les Sylvator 3000. Ils y étaient pauvres, intoxiqués à fond. Mais au moins ils y étaient tranquilles, et avaient tout le loisir d'y inventer les plans de sabotages chimériques inter-espèces les plus monstrueux qui soit (mais ceci est une autre histoire).

Il était tout de même pénible de se voir retirer la liberté de circuler. Et puis, l'un d'eux se souvint des Irlandais. Après que l'État Anglais ait incendié leurs récoltes, pour les affamer et les contraindre à aller à l'usine, ils avaient survécu en cultivant des pommes de terre. Car enfin, si toute la surface de la terre était en feu, ne suffisait-il pas de compter sur la terre elle-même, dans toute son épaisseur ? C'est en leur mémoire que furent creusés sous les frontières des tunnels souterrains (c'est ici que les Terrestres sont devenus des Terreux) qui avaient l'avantage de l'équité : ils étaient aussi inconfortables qu'on les parcourait dans un sens ou l'autre ; ils étaient moins mortels que la houleuse Méditerranée ou les glaciales Alpes, mais aussi moins confortablement toxiques que les « sandwiches wrap » des compagnies de transport aérien low-cost. Cela rééquilibrait la balance.

Certains bien sûr avaient été plus ingénieux que les Terrestres, pour traverser plus vite et plus efficacement ces frontières de feu. Je veux parler ici des Pécaris, Poiamochères, Babiroussa, et autres Sangliers à moustaches, qui suite à la déforestation et l'érosion des sols, étaient (à leur grand plaisir) constamment recouverts d'une armure de boue, qui ne faisait que devenir plus solide à chaque fois que leur prenait l'envie de traverser les yeux fermés une frontière de feu. Avaient-ils pris exemple sur les Ours de Glace, sortis des mythes Gwich'in à la faveur du changement climatique, pour paraître « en vrai dans le monde » (comme disent les Européens) ? Nous ne le saurons jamais. Toujours est-il que c'est ainsi qu'ils rejoignirent la cohorte des messagers auxquels les Terreux s'étaient liés, aux côtés du champignon mycorhizien Glomus qui les accompagnait depuis qu'ils mangeaient des fruits, et des Martinets qui continuaient à leur rendre visite de temps à autre. Les Terreux étaient bien fiers de leurs petits bricolages, mais cela ne les rendait tout de même pas très optimistes pour la suite des événements...

Mais voilà que les frontières de feu se mirent à bouger. Elles qui avaient toujours avancé sans broncher, tel un escadron de parachutistes, vers des terres vierges à valoriser, elles commencèrent à *reculer*. Il faut dire qu'elles y étaient bien aidées par les vents de plus en plus violents des cyclones réactionnaires qui, contrairement aux cyclones révolutionnaires, tournent dans un sens centripète. Brûlant tout sur leur passage, les frontières se rapprochèrent des SmartCenters et de leurs populations, qui n'avaient cessé de se replier sur elles-mêmes.

Nous ne savons pas ce qui leur est arrivé (les SmartCenters étaient-ils construits en matériaux ignifugés, ou bien l'idée d'un retour de flamme leur était-elle proprement inconcevable ?). Car nous étions depuis longtemps de l'autre côté des souterrains, à errer dans la suie et la poussière.

**QUE LES FANTÔMES DU FUTUR SOIENT VENGÉS**

# QU'EST-CE QUI EST JAUNE ET QUI N'ATTEND PLUS ?

« *Croire que la révolution sociale soit concevable sans explosions révolutionnaires d'une partie de la petite bourgeoisie avec tous ses préjugés, sans mouvement des masses prolétariennes et semi-prolétariennes politiquement inconscientes (...) c'est répudier la révolution sociale. (...) Quiconque attend une révolution sociale "pure" ne vivra jamais assez longtemps pour la voir. Il n'est qu'un révolutionnaire en paroles qui ne comprend rien à ce qu'est une véritable révolution.* » Vladimir Lénine, 1916.

« *Les casseurs, c'est les premiers qui ont aidé les gens blessés. C'est bon, on a compris, le pacifisme ça ne sert plus à rien.* »

Maxime Nicolle Fly rider (un des porte-paroles des Gilets jaunes), après l'émeute du 24 novembre sur les Champs-Élysées.

« *Monsieur l'agent, j't'enfonce le triangle et le gilet fluo.* » Kaaris

Le mouvement dit des Gilets jaunes fait couler beaucoup d'encre, chacun y allant de son analyse pour, le plus souvent, tenter de valider sa grille de lecture préalable. Pourtant, ce mouvement devrait enjoindre les analystes et les militants à sortir de leurs zones de confort, renouer avec une certaine modestie et renoncer aux explications totalisantes. Si ce mouvement n'a pas besoin d'être défendu ici tant il est soutenu par la population, ce texte vise à comprendre ce qui l'a déclenché et structuré dès la première semaine, pour en comprendre les forces comme les limites.

Parti d'appels facebook contre l'augmentation des taxes sur le gasoil, cette contestation coagule des formes de mécontentements très diverses. Si les revendications mises en avant concernent les taxes et le pouvoir d'achat, c'est plus largement, dans chacune des manifestations, le refus de l'humiliation qui s'exprime. Sur les points de blocage ou dans les rassemblements, la plupart des Gilets Jaunes mentionnent, plus que le prix du carburant, l'accumulation des taxes injustes au moment où l'ISF est supprimé et les services publics attaqués, le manque de reconnaissance, les bas salaires, le sentiment d'humiliation et l'arrogance d'Emmanuel Macron. S'y ajoute souvent le refus d'être infantilisé, via notamment

l'implantation de radars et la limite de la vitesse à 80 km/heure, qui s'inscrit dans la gouvernementalité moderne telle que définie par Foucault, à savoir « l'art de conduire les conduites » …

À propos de la limitation de la vitesse à 80 km/heure, nous aurions tort de mépriser une telle préoccupation sans chercher à la comprendre. Comme l'explique Benoît Coquard, sociologue du monde rural, « *tout ça s'accumule, et quand on est pressé par différentes tâches domestiques et contraintes au travail, difficile de se tenir aux 80km/heure, surtout sur des routes droites et dans une voiture récente pour laquelle on s'est endetté. Les radars automatiques (ils sont d'ailleurs recouverts d'un gilet jaune à certains endroits) incarnaient déjà ce sentiment de « racket » organisé « par l'État », alors que le rapport à la voiture est contraint. Ensuite les 80km/heure sont venus s'ajouter à la fronde contre la pénalisation des déplacements routiers, avec aussi la récurrence des contrôles de la gendarmerie en milieu rural. D'un côté, ce sont des milieux qui valorisent de pouvoir être autonome dans les déplacements, et d'un autre côté d'être propriétaire et de construire sa maison. Pour cela ils sont prêts à s'éloigner des centres économiques, mais ensuite, ils se retrouvent dépendants de la voiture et voient parfois exploser leurs prévisions budgétaires, avec des dettes souvent.* »

Mentionnant leur sentiment d'être écrasés et humiliés, les Gilets jaunes le résument le plus souvent par une seule métaphore : ils en ont marre de se faire baiser par Macron, et ils aimeraient pouvoir à leur tour la lui mettre bien profond. La récurrence de cette image nous pousse à nous demander s'il ne faudrait pas interviewer des psychanalystes pour comprendre les Gilets jaunes, plutôt que d'inviter sur les plateaux télé sociologues et géographes dans le but de savoir « qui ils sont ». Malgré la présence d'électeurs voire de militants d'extrême-droite au milieu de la masse des abstentionnistes, la récurrence de ces discours vagues, tout comme les pancartes « Baise ta vieille, pas les vieux » (slogan aussi inscrit sur de nombreux gilets) et la quasi absence des slogans historiques de l'extrême-droite, nous poussent à y voir majoritairement une colère populaire et peu politisée, bien plus qu'un complot poujadiste ou fasciste. D'ailleurs, parler de poujadisme ou voir un mouvement déclenché par la droite et le patronat dans une contestation qui est, en raison du recours au blocage économique, condamnée dans les communiqués des syndicats des patrons routiers et des commerçants est proprement ridicule.

Certes, la contestation est très focalisée sur la personne de « Macron, le président des riches », et les manifestants se bornent le plus souvent à demander sa démission, décevant une partie de l'ultra-gauche en ne remettant pas clairement en cause la domination abstraite et impersonnelle de la forme-valeur. Pour autant, le mouvement des Gilets jaunes a, comme ce qui est prôné par des militants anticapitalistes, rapidement posé la mobilisation en terme de rapport de force, eu recours au blocage plus qu'au simple défilé dans les centres-villes, et su se fixer des objectifs symboliques (se rendre à l'Élysée, par exemple) permettant l'expression d'une conflictualité. Alors qu'il est évident que la plupart des Gilets jaunes n'étaient pas présents lors des derniers mouvements sociaux, nous notons ici l'existence d'un inconscient collectif issu des pratiques contestataires, et la transmission de celles-ci d'un mouvement à l'autre.

De plus, on notera que dans plusieurs endroits, l'argument gouvernemental d'une fiscalité écologique ne passe pas. À Dijon on sait que les pancartes écologistes portées dans une des premières manifestations des Gilets jaunes étaient nombreuses. Peut-on pour autant dire que l'exigence d'une politique écologique s'attaquant aux groupes économiques plutôt qu'aux individus est majoritaire dans le mouvement ? Probablement pas. Nous faisons l'hypothèse que ce qui se dit à Rennes est plus représentatif du mouvement : l'écologie on n'y est pas hostile dans l'absolu, mais on comprend surtout que c'est un argument foireux du gouvernement « pour nous la mettre profond », encore une fois. Cela étant plusieurs tentatives de dialogue ont lieu entre des membres des Gilets jaunes et des militants ou responsables

écologistes. On notera par exemple, l'annonce de François Ruffin, lors du rassemblement du 29 novembre place de la République à Paris, lorsqu'il déclarait ainsi vouloir servir de pont entre les différentes parties, et annonçait avoir reçu des coups de fils croisés des uns et des autres pour amorcer un dialogue. Sans que l'on sache qui sont ces fameux écolos (ni qui des Gilets jaunes veut les rencontrer), il y a évidemment un abîme entre l'écologie moraliste institutionnelle et l'écologie politique.

En outre, même si les positions ont ensuite été infléchies, les directions syndicales comme l'extrême-gauche ont eu tort de mépriser le mouvement sous prétexte qu'il est parti d'une contestation des taxes plutôt que d'une demande d'augmentation des salaires, et qu'il ne vise pas à déclencher des grèves mais simplement à se rassembler, contester la politique du gouvernement dans la rue, et parfois bloquer les flux. Ces modes d'action sont pourtant tout à fait explicables matériellement. Cette stratégie, qu'elle soit consciente ou non, relève d'une donnée structurelle du capitalisme tardif : après la délocalisation des centres de production en Asie et en Europe de l'est, dans un contexte de chômage de masse, de précarité grandissante, le lieu de travail est de moins en moins le lieu central de la mobilisation. Les luttes visent alors plus à bloquer la circulation des marchandises (voire à en piller ou en détruire) qu'à bloquer une production. Les analyses issues de l'autonomie italienne prenaient déjà en compte cette inversion entre travail et production, en analysant le travail de l'ouvrier d'Europe de l'ouest, le plus souvent isolé et affecté à des activités de maintenance, comme visant à garantir la continuité d'une production ou d'une circulation de marchandises qui se fait dorénavant sans lui. L'opéraïsme a su penser la métropole comme usine sociale, le poids de la logistique dans le fonctionnement du capital contemporain, et la place de la circulation dans la création de valeur. Les luttes autour de la production, les grèves et les occupations d'usine, correspondaient à un moment donné de l'histoire du capitalisme, celui de son développement industriel, passant par la constitution de collectifs importants de travailleurs. Le fait que les révoltes que nous connaissons aujourd'hui, au cœur du capitalisme tardif, concernent la sphère de la circulation, par le blocage ou l'émeute, n'est pas un hasard. À ce titre, le parallèle avec les Jacqueries du Moyen-âge, formes de révoltes correspondant au capitalisme naissant, qui, avant les regroupements de masse de travailleurs dans les usines, rassembaient dans les campagnes bien au-delà des seuls travailleurs agricoles, sans représentants ni objectifs politiques clairs, n'est pas fortuit.

La gauche a donc tort de fétichiser les luttes autour de la production et du salaire, mais pêche aussi pour comprendre les causes de la critique vague des taxes, de l'État et de Macron qui s'exprime dans le mouvement, comme la composition de classe des Gilets jaunes, qui va des chômeurs, ouvriers et employés, aux artisans et travailleurs indépendants. Comme l'expliquait la revue *Théorie Communiste* il y a deux ans, « *Partout, avec la société salariale, il s'agit de politique et de distribution. Comme prix du travail (forme fétiche), le salaire en appelle à l'injustice de la distribution, c'est normal. L'injustice de la distribution a un responsable qui a « failli à sa mission » : l'État. Quand la crise du rapport salarial devient un mouvement interclassiste comme crise de la société salariale, cette dernière est une délégitimation du politique dénoncé au nom d'une vraie politique nationale. L'enjeu qui est partout posé au cœur des luttes de cette séquence de la crise est celui de la légitimité de l'État vis-à-vis de sa société. Selon les circonstances, les histoires locales, la trame des conflits, cela peut prendre des formes très diverses et à première vue opposée, mais le fond est le même : l'État apparaît toujours comme le resposable et comme la solution.* » Ces limites, l'absence de discours de classe, la critique de l'État pour mieux le voir comme le seul recours (notamment par les appels fréquents des Gilets jaunes à « redonner le pouvoir aux citoyens »), la référence à la catégorie vague, fourre-tout et potentiellement glissante qu'est « le peuple français », la méfiance voire l'hostilité vis-a-vis des syndicats (renforcée par les déclarations méprisantes de leurs directions à propos du mouvement, que l'extrême-droite s'est empressée de faire

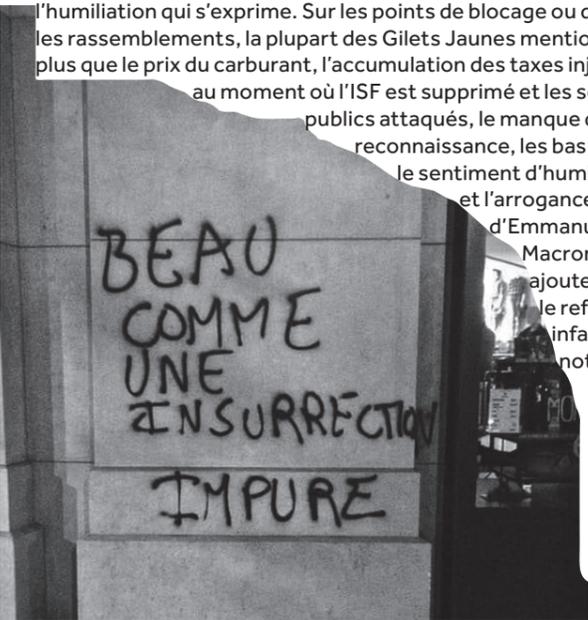
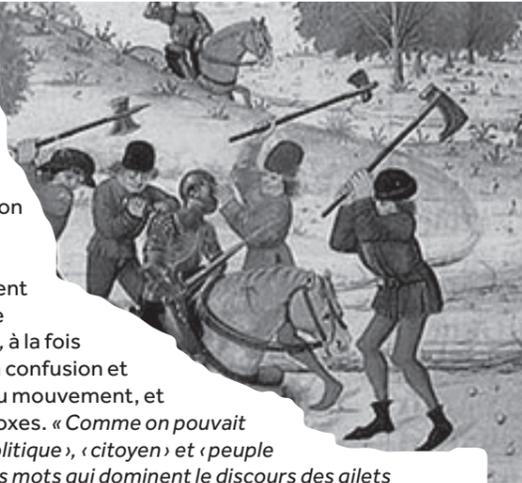
connaître aux Gilets jaunes dans de nombreuses villes…) ne sont pas le résultat d'une manipulation de la droite et du patronat, mais, comme l'expliquent les camarades de *Rouen dans la rue*, à la fois explicables par la confusion et la composition du mouvement, et pleines de paradoxes. « *Comme on pouvait s'y attendre, « apolitique », « citoyen » et « peuple en colère » sont les mots qui dominent le discours des gilets jaunes. Des termes sur-employés qui recouvrent bien souvent des significations floues voir antagonistes. Il y a celui qui parle d'apolitisme pour éviter les sujets qui fâchent, et d'autres qui l'usent pour signifier leur dégoût des partis. Il y a celui qui parle de citoyen et de peuple pour faire référence au Français, le vrai, qui trime autant à cause des dirigeants que des migrants, et ceux pour qui ces termes sont encore porteurs d'un espoir de « révolte générale » qui réunirait toutes les forces combattives déçues du mouvement social. La ligne de crête est fine, peut-être trop.* »

La majorité des Gilets jaunes sont de petits artisans, des assistantes à domicile, des infirmières libérales, des travailleurs indépendants, des employés de PME où il n'y a pas de syndicats, ils n'ont jamais connu les bastions ouvriers de jadis, vivent relativement loin des centres-villes, dans des bassins où l'emploi est de plus en plus déstructuré, votent peu, et n'ont jamais songé à participer aux manifestations interprofessionnelles, ni établi un quelconque lien avec les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier. Ils font parti des classes moyennes et populaires, des retraités qui ont subi l'augmentation de la CSG et des prélèvements. Pour eux, la question politique est moins liée à des débats intellectuels, que l'objet de connaissances concrètes sur l'évolution de la CSG au point prêt, vécue comme une agression contre leur personne.

Il ne s'agit pourtant pas pour nous d'opposer les « élites des centres-villes » à la « France périphérique », comme le fait bêtement Christophe Guilly, géographe souvent cité par le Rassemblement National. Nous préférons nous référer à Jacques Donzelot, qui, lorsqu'il schématise l'organisation urbaine, parle d'une ville à trois vitesses : les centres villes gentrifiés par les classes supérieures, les classes populaires parquées dans les grands ensembles construits en banlieues, et les classes moyennes achetant des pavillons à crédit dans les périphéries proches. S'y ajoute le rural profond, dont les habitants, sans subir les problématiques d'urbanisme et de contrôle policier propre à la ville, vivent autant la pauvreté et le sentiment d'abandon que les habitants des HLM.

Les plus délaissés, les plus pauvres, les chômeurs de longue durée, habitants du rural profond et autre zones de relégation, sont relativement peu présents dans le mouvement des Gilets jaunes. Les Gilets jaunes sont le plus souvent des salariés, des travailleurs indépendants ou des retraités, qui habitent en périphérie des grande villes, et dans les villes moyennes ou petites, et ont des revenus proches du salaire médian. Ce sont à la fois ceux qui font le plus de kilomètres en voiture entre leur lieu de vie et de travail, qui subissent le plus la peur du déclassement et d'être rejeté de ce qu'il reste de la société, et qui se sentent encore légitimes pour contester le sort qui leur est réservé.

Nous savons aussi que ces groupes sociaux sont le plus souvent conservateurs, ce qui explique une partie des propos entendus dans de nombreuses villes, notamment à propos des immigrés ou des chômeurs, bien que ces discours soient loin de faire consensus parmi les Gilets jaunes. Les classes moyennes



ou supérieures ayant choisi le pavillon de campagne votent majoritairement comme leur classe sociale, c’est à dire à droite. Les employés et ouvriers qualifiés, qui vivent aux confins des agglomérations pour des raisons économiques, choisissent parfois l’extrême-droite lorsqu’ils votent encore, par hostilité pour les habitants des cités HLM, mais aussi pour se démarquer de ceux des centres-villes, dont ils ne partagent pas l’ethos. Dans plusieurs villes, des militants investis dans le mouvement des Gilets jaunes ont réussi à instaurer un rapport de force pour, au mieux, en exclure l’extrême-droite (comme à Rouen) ou, a minima, (comme à Rennes, où nous n’avons pas identifié d’organisation d’extrême-droite structurée mais simplement quelques électeurs ou de vagues sympathisants), créer une forme relative d’autocensure. À Rennes, plusieurs des leaders du mouvement se sont positionnés contre les propos racistes ou homophobes.

Si le mouvement se dit uniquement « citoyen », il n’est évidemment pas sans hiérarchie, ni sans rivalités internes. Les chefs sont généralement ceux qui ont créé les pages et les groupes facebook, et plusieurs d’entre eux se connaissaient déjà, via des associations d’automobilistes, de motards ou de routiers. À Rennes, quelques jours avant les premières actions du 17 novembre, la première réunion ne visait qu’à la présentation d’une stratégie définie en amont, les organisateurs se faisant en outre la courroie de transmission des consignes de la préfecture. Nous avons de plus été surpris par l’ignorance de certains Gilets jaunes quant aux logiques de l’activité policière, et dû expliquer que non, les gendarmes ne venaient pas sur les points de blocage de leur propre initiative pour nous aider… Souvent, les policiers et gendarmes mettent un gilet jaune sur leur tableau de bord, expliquent être là « pour [nous] aider », tout autant qu’ils alertent sur la dangerosité « des casseurs et des racailles ». Selon les villes et les expériences de lutte, ces discours fonctionnent plus ou moins. À Rennes, tout en dénonçant les violences policières et les contraventions sanctionnant des blocages, l’ambiance est restée plutôt paisible entre la police et les Gilets jaunes, certains se vantant même d’avoir dénoncé des fauteurs de trouble. Pour autant, il est évident que se mettre en mouvement modifie les subjectivités. Au bout d'une semaine, à Rennes, le chef autoproclamé du mouvement l'a d'ailleurs quitté, se plaignant que ses troupes « ne respectent pas la hiérarchie ». Il est arrivé dans de nombreuses villes que des Gilets jaunes scandent naïvement « Policiers avec nous! », pour embrayer sur « Macron enculé! » après avoir été gazés, avant de s’opposer physiquement aux tentatives de déblocage, voire d’affronter les flics pour accéder à l’endroit où ils souhaitaient se rendre. À Paris, les dizaines de milliers de Gilets jaunes voulant se rendre à l’Elysée se sont heurtés à la répression policières, ce qui a poussé la majorité d’entre eux à changer radicalement de point de vue sur la police et la non-violence. Les événements du week-end dernier en font état, où l’on croisait partout dans Paris des Gilets jaunes portant lunettes, masques à gaz et grosses vestes pour se protéger et ne reculant pas devant le contact avec les policiers en panique. La réponse est d’ailleurs particulièrement violente, mais le « peuple » est sûr de son bon droit. Aussi, on entend encore, ça et là, certains tenter de convaincre les flics de retourner leur veste. Vainement jusqu’à ce jour.

Disséminés un peu partout dans l’hexagone en raison de l’implantation très étalée sur des territoires où il y a d’ordinaire peu de manifestations, les Gilets jaunes ont su prendre conscience de leur force dès le 17 novembre, après avoir bloqué la circulation en de nombreux endroits. La tournure prise fut très différente d’une ville à l’autre. À Rennes, après une opération escargot de plusieurs heures sur la rocade et un blocage du centre commercial Alma, le périphérique fut occupé pendant deux jours, puis le dépôt pétrolier de Vern-sur-seiche bloqué. Ce même 17 novembre, une manifestation massive suivie d’affrontements devant la préfecture eut lieu à Quimper, cette ville à la population plutôt bourgeoise étant prise d’assaut par les habitants des campagnes pauvres, comme cela est régulièrement le cas depuis au moins le douzième siècle. À Saint-malo, la manifestation permettait à des habitués des mouvements sociaux de manifester avec

des personnes peu habituées des défilés. À Nantes, la zone commerciale Atlantis fut bloquée, des syndicalistes et des jeunes autonomes habitués des manifestations étant très heureux de pouvoir faire ce dont ils rêvaient depuis longtemps sans pouvoir y parvenir. L’expérience fut réitérée la semaine suivante. Au Havre, en raison des blocages, Leclerc était tout bonnement fermé, tout comme il le sera, ainsi que plusieurs autres grandes surfaces, pendant trois jours la semaine suivante. Dans le sud de la France, le viaduc de Millau était coupé, et le tunnel du Mont-Blanc fermé. L’accès à Marseille était quasiment impossible. À Dijon, la manifestation débordait le dispositif policier pour défiler dans le centre-cille malgré l’interdiction. À Paris, le premier jour du mouvement, les manifestations réussirent à s’approcher de l’Élysée, pendant que Macron était à Versailles.

Dans les jours suivants, le mouvement déborda son cadre initial, pour le meilleur comme pour le pire. Pour le meilleur. Des lycéens ont bloqué leurs lycées dans le sud de la France, et forcé des barrages de CRS pour rejoindre les Gilets jaunes. Des péage furent saccagés après des opérations de gratuité, et des radars détruits ou rendus inopérants. Au Havre, les flics furent attaqués pendant que des jeunes pillaient camions de marchandises, restaurant et magasin d’informatique. À Saint-Nazaire, des travailleurs lancèrent un appel des Gilets jaunes à la révolte pour la suppression des taxes injustes et l’augmentation des salaires, puis occupaient la sous-préfecture pour s’organiser et mettre en place des assemblées. Dans plusieurs ports, les Gilets jaunes étaient rejoints par des dockers. La contestation gagna aussi la Wallonie, où eurent lieu des blocages de dépôts pétroliers et des affrontements avec les flics. Le 24 novembre, à Nantes, à Montpellier, à Tours, la manifestation des Gilets jaunes acclama celle contre les violences sexistes et sexuelles. Dans plusieurs villes, de la nourriture a été distribuée à des réfugiés et des SDF. Enfin, rappelons que l’île de la Réunion est, dans le contexte du mouvement des Gilets jaunes, entrée dans une révolte de masse contre le coût de la vie. La gestion de cette révolte par l’État français est bien sûr celle d’un État colonial, par l’instauration d’un couvre feu et l’envoi de l’armée.

Des Gilets jaunes commirent aussi des actes détestables. Plusieurs agressions racistes et homophobes contre des automobilistes. À Flixecourt, des Gilets jaunes ont fouillé des camions puis, lorsqu’ils y ont découvert des migrants, les ont dénoncés aux gendarmes. À Yvetot, l’entrepôt d’une entreprise fut bloquée pour dénoncer le fait qu’elle embauche des étrangers. À Langon, Dieudonné a été acclamé par les Gilets jaunes lorsqu’il les a rejoints. À Rennes, plusieurs expressions racistes ou favorables à l’extrême-droite émergèrent du mouvement, avant que diverses protestations ne poussent des leaders du mouvement à s’opposer à ces déclarations.

Ces actes inacceptables ont été condamnés par de nombreux Gilets jaunes, et sont bien plus le reflet de ce qu’est la société française que la révélation d’une soi-disant matrice idéologique du mouvement des Gilets jaunes. Pour autant, notons que les références sempiternelles au « peuple français » et au « refus de se diviser » sont parfois des obstacles à des clarifications politiques. Il en fut de même dans l’émeute populaire du 24 novembre sur les Champs Élysées. Si celle-ci souda des milliers de personnes de tous âges qui ne se se seraient jamais imaginées quelques semaines auparavant pouvoir construire des barricades et affronter les CRS pour réclamer la démission de Macron et des augmentations de salaires, savoir que des militants d’extrême-droite, bien que très minoritaires au sein de la masse des personnes qui vivaient là leur première émeute, y étaient actifs en fantasmant sur le 6 février 34 ne nous met pas particulièrement à l’aise. Nous savons que l’extrême-droite n’est pas majoritaire dans le mouvement et que la majorité des Gilets jaunes sont hostiles à tous les partis politiques. Il s’agit cependant de ne pas idéaliser une situation, et d’en observer les limites, voire les dangers.

À la fin de cette journée du 24 novembre, Ruth Elkrief, présentatrice de BFM TV se demandait *« comment a-t-on osé*

*laisser ces gens des zones rurales monter jusqu’à Paris et sur les Champs »,* de nombreux Gilets jaunes avaient changé de vision de la contestation, et donc de la police, et les appels facebook se multipliaient déjà pour renouveler l’expérience dès que possible. Cette première semaine du mouvement des Gilets jaunes, tout en en montrant de nombreuses limites, a ouvert une période de promesse. Il s’agit pour nous de réfléchir à ce qui a lancé ce mouvement et à la manière dont il a su s’organiser, et tirer profit de sa dissémination sur le territoire. Il s’agit d’en saisir les forces, tout autant que de voir les limites qui lui sont intrinsèques : référence dépolitisante à l’unité du peuple français, quasi absence d’assemblées de discussion, division rapide entre « citoyens » et « radicaux » à propos de la question du blocage économique sur fond de rivalité entre chefs du mouvement, absence de grève qui limite le temps de mobilisation et les possibilités d’action. Enfin, de nombreuses questions se posent. Comment garder la spontanéité d’un mouvement tout en prenant en compte la nécessité de s’organiser et de se structurer ? Comment s’organiser sans laisser le pouvoir à des chefs autoproclamés ? Comment, après les défaites du mouvement ouvrier, intégrer les travailleurs indépendants à nos luttes tout en s’opposant à leurs revendications libérales ? Comment peser politiquement de manière organisée (contre l’extrême-droite) et le patronat et pour ce qui nous paraît stratégiquement juste) sans devenir sa propre caricature ? Comment éviter qu’un mouvement s’épuise dans la reproduction des mêmes formes ? Les questions réouvertes par ce mouvement le sont encore.

# PREMIERS MATÉRIAUX POUR UNE THÉORIE DU PATRIARCAT.

*« La différence entre les formes-de-vie est étroitement liée à la différence de leurs fêlures. Une approche matérialiste veut qu’un corps de femme soit distinct d’un corps d’homme, mais une approche non essentialiste veut aussi que c’est la façon dont ces corps sont habités qui en détermine l’identité sexuelle. Question de « genre » mais aussi de révolte. Comment le pouvoir a pu soumettre à une norme unique de désir et à un catalogue défini de transgressions autant de corps aux pulsions désordonnées et aux penchants les plus divers ? Histoire d’une répression quotidienne, par l’avilissement et les micro-dispositifs, par le découragement familial et l’emprisonnement, par la marginalisation et la criminalisation. Par l’imposition continue d’une cohérence identitaire à des physiologies qui n’en avaient point, jusqu’à en faire des « hommes » et des « femmes ».»*

Tiqun, Échographie d'une puissance.

Malgré les promesses de la démocratie libérale d’une « société plus inclusive », les discriminations de race et de genre persistent, et les inégalités sociales s’amplifient. L’époque regorge de propositions cosmétiques, comme celle de quelque parlementaires de La République En Marche qui proposaient récemment



*NE PLUS PAYER*



de réécrire la constitution de la V<sup>ème</sup> République en « écriture inclusive ». Récemment, c’est aussi Macron qui discréditait le énième rapport sur « les banlieues » en faisant remarquer qu’il était rédigé par « deux mâles blancs ».

La promesse de plus d’inclusion des femmes et des minorités est régulièrement instrumentalisée dans la gestion de l’ordre en place. Les plans d’ajustement économique et de réformes de la gouvernance menées par le FMI et l’OMC mentionnent quasi-systématiquement le besoin de parité dans les gouvernements, les parlements, les conseils d’administrations des entreprises, et le refus de la persécution des LGBT. L’armée israélienne se vante de la parité en son sein, et repeint des F-16 en rose pour sensibiliser au dépistage du cancer sein. Parfois, un certain féminisme accompagne lui-même des mouvements réactionnaires. Aux États-Unis, dans certains milieux féministes, les dénonciations d’un supposé laxisme de la justice à l’égard des violeurs, comme les discours à

propos du besoin de sécurité et d’ « espaces safes » pour les femmes et les LGBT, ont accompagné la gentrification des quartiers, le déploiement de la police et le ciblage des noirs. Récemment, Laurence Rossignol demandait aux Gilets jaunes de ne pas manifester le 24 novembre pour ne pas entrer en concurrence avec la manifestation contre les violences sexistes et sexuelles, et des militantes féministes se réjouissaient de l’interdiction du rassemblement Place de la concorde… Quand ils ne se fondent pas dans les discours sécuritaires et n’accompagnent pas l’extension de la société de contrôle, les discours liés à « l’inclusion », dans la mesure où ils ne sont pas liés à une remise en cause d’un ordre économique et gouvernemental, sont le plus souvent la défense de l’inclusion de quelques un-es à l’ordre en place, au sein

des ministères, des entreprises ou des médias, l’important étant d’être « représenté-es ».

Alors que l’intersectionnalité est la prise en compte des différentes dynamiques d’oppression au sein d’une analyse visant à servir les luttes, les « politiques de la diversité » ne sont qu’un nouvel élément de la gouvernance. Comme l’écrit Gilles Dauvé, *« cette nouvelle ‹ citoyenneté › est à l’opposé de la ‹ nation › queer de 1990, qui voyait dans les sexualités minoritaires, et leurs modes de vie supposés spécifiques, une façon de faire éclater la société existante. »* « *Lisa Duggan constatait en 1991 les limites de la ligne ‹ libérale › visant à faire accepter les gays et lesbiennes comme minorité aux côtés des Noirs et des femmes, avec droits égaux à ceux des autres citoyens. Mais elle refusait tout autant la constitution d’un ‹ ghetto › bénéficiant d’ailleurs surtout aux lesbiennes et gays favorisés et blancs. »*

Plutôt que d’être à l’avant garde des discours libéraux, individualistes et moralistes, en nous bornant à faire la promotion de la parité, de l’écriture inclusive ou des « insultes non oppressives », nous nous proposons d’analyser les structures, de donner quelques matériaux pour une théorie du patriarcat. Ce texte n’est qu’un ensemble de matériaux dans la mesure où il ne s’agit pas pour nous de ressusciter une critique unitaire du monde, ni de décrire un système dont découlerait mécaniquement l’oppression des femmes. Nous ne reproduirons pas non plus le cliché de femmes opprimées en tout temps et en tout lieu par les hommes sans capacité de résistance, pas plus que nous ne mythifierons un âge d’or égalitaire, qui se situerait, au choix, avant l’État moderne, le capitalisme, l’agriculture ou la sédentarisation… Nous chercherons à comprendre au contraire comment l’oppression des femmes est créée, et comment elle peut parfois reculer. Il s’agira aussi de donner quelques exemples des stratégies de résistance au cour de l’Histoire, qui aideront peut-être à penser les subversions de l’ordre social, que ce soit dans les luttes sociales ou les pratiques communautaires.

Nous ne considérons pas, comme l’affirme un certain marxisme fossilisé, que le sexisme et le racisme seraient réductible à la question économique, et disparaîtraient mécaniquement dans un monde d’abondance et sans classes sociales. Nous savons par exemple que si les femmes sont généralement les premières à subir l’augmentation de la pauvreté, cela ne signifie pas qu’elles bénéficieraient automatiquement des progrès techniques, économiques ou sociaux dans une société communiste qui resterait patriarcale, ni qu’elles ne seraient pas considérées elles-mêmes comme propriétés de la communauté. Le développement du capitalisme n’a d’ailleurs

pas balayé les structures pré-existantes, et, en de multiples endroits, des formes de discriminations propres au capitalisme (comme l’inégalité des salaires entre hommes et femmes) co-existent très bien avec des formes d’inégalités pré-capitalistes, comme celles liées à l’héritage ou à la représentation politique. Dans plusieurs pays, l’État-nation moderne se superpose d’ailleurs à des systèmes claniques ou familiaux encore très forts.

Depuis le XIX<sup>ème</sup> siècle, une certaine vulgate marxiste fait dater l’origines des inégalités à la sédentarisation et l’apparition de la propriété. Si nous ne pouvons reprocher à Engels, auteur de *L’Origine de la famille, de la propriété privée et de l’État* de s’être appuyé sur les connaissances anthropologiques de son temps, nous savons que celles-ci ont été infirmées depuis. Pour ce qui est de la préhistoire, en étudiant des tombes de personnes enterrées avec différents objets (dont on déduit qu’ils étaient leurs propriétés), des anthropologues constatent que les outils, comme les armes, étaient, dans la plupart des civilisations étudiées, des attributs masculins. Nous savons aussi que des systèmes d’inégalités entre hommes et femmes existent dans des sociétés nomades ne connaissant pas la propriété privée. Les chasseurs-cueilleurs sont le plus souvent des chasseurs-cueilleuses, y compris chez des peuples nomades où il n’existe pas de propriété accumulée ni de système d’héritage.

Françoise Héritier, anthropologue structuraliste, constate que l’entrée dans l’humanité de l’homo sapiens, il y a environ 200 000 ans, passait par la communication avec d’autres tribus, et l’échange de femmes entre les tribus. Elle en déduit une appropriation des corps des femmes par les hommes datant au moins de cette époque, au sein de structures où les pouvoirs politiques et de communication sont masculins. Cependant, si ces observations sont valables pour les différents continents et de nombreuses sociétés, elles ne permettent pas de faire plus que dessiner des tendances. Nous pouvons d’abord noter une poignée d’exceptions, en sachant que dans l’actuelle Asie, des corps de femmes ont été, à la fin de la préhistoire, enterrés avec des outils et des armes. Ensuite, en étudiant l’histoire de peuples de chasseurs-cueilleurs, nous savons que si la chasse menée par les hommes est en général considérée comme symboliquement supérieure à la cueillette effectuée par les femmes, lorsque la cueillette nécessite des connaissances particulières en raison de la rareté des biens liée à la géographie, les femmes sont l’objet d’une plus grande reconnaissance sociale. Enfin, notons qu’'en période de guerres, les femmes héritent souvent du pouvoir logistique et

voient leur rôle reconnu publiquement. Alors qu’on a par exemple cru un temps à un « matriarcat originel » chez les Iroquois, des ethnologues supposent aujourd’hui que c’est probablement lors de la résistance à la colonisation que les femmes ont acquis ce pouvoir et cette reconnaissance, pendant que les hommes se battaient. Pour autant, tout comme le contrôle des corps et de la procréation, la division du travail est au cœur de l’organisation de la dépendance des femmes aux hommes. Quand, dans des circonstances exceptionnelles, comme la pénurie de main d’œuvre, des femmes font la guerre ou chassent, nous observons la mise en place rapide d’une répartition des tâches, qui semble avoir pour effet, et peut-être pour fonction, de maintenir la dépendance, la binarité homme-femme, et de continuer à ériger l’hétérosexualité comme norme.

Si, en les comparant, nous constatons évidemment que des sociétés sont plus égalitaires que d’autres, cela ne valide en aucun cas le mythe du communisme primitif et encore moins celui du matriarcat originel. Celui-ci est à la fois un mythe féministe, celui d’un paradis perdu, qu’un mythe patriarcal, d’une période de chaos qu’il a fallu abolir par le patriarcat. Les sociétés que l’on croyait matriarcales sont le plus souvent des sociétés matrilineaires. Ces systèmes de filiation où chacun relève du lignage de sa mère sont le plus souvent bénéfiques aux femmes. Nous savons par exemple que les violences conjugales sont bien plus faibles dans les sociétés où l’usage impose à l’homme d’aller vivre auprès de la famille de la femme qu’il épouse. Cependant, y compris dans les sociétés matrilineaires, le pouvoir politique reste le plus souvent masculin, et la division du travail profitable aux hommes. En outre, une minorité des sociétés matrilineaires, que l’on a cru matriarcales ou égalitaires, connaissent les formes du patriarcat les plus caricaturales, comme les viols rituels.

Pour ce que nous connaissons de l’Antiquité, les sociétés les moins inégalitaires, dans l’accès aux outils, aux armes ou à la parole publique, semblent avoir existé au sein des actuels Iran et Afghanistan, ou dans une partie de la Chine. La Rome et la Grèce antiques, longtemps idéalisées, étaient extrêmement patriarcales, la guerre et le pouvoir politique étant monopolisés par les hommes. La Grèce et la Rome antiques connaissaient l’esclavage, et les maîtres violaient régulièrement les esclaves. De plus, l’ensemble des rapports sexuels, tant hétérosexuels qu’homosexuels, étaient, contrairement à une certaine croyance, extrêmement codifiés. Les enjeux

autour du contrôle des corps et de la procréation étaient omniprésents et pour cette raison, le célibat était réprimé sous la République romaine. Dans son *Histoire de la sexualité*, Foucault s’attache à démontrer que les règles et doctrines du christianisme élaborées du II<sup>ème</sup> au IV<sup>ème</sup> siècles par les Pères de l’Église sont un héritage remanié des disciplines de soi élaborées par les philosophes grecs et latins de l’Antiquité. Le christianisme y a ajouté l’idée d’un risque de damnation, compensé par les nécessités de l’aveu et du repentir pour les pêcheurs.

Quelques siècles après le développement du christianisme, en Europe occidentale, le Moyen-âge a vu s’améliorer la situation des femmes. Comme le remarque Julie Pilorget, historienne médiéviste et spécialiste d’histoire du genre, les femmes participaient aux travaux des champs mais aussi aux ateliers, voire les dirigeaient à la mort de leur époux. Certaines d’entre elles possédaient ainsi des commerces très lucratifs. Cependant, *« Les trois statuts de la femme au Moyen Âge ce sont ceux de vierge, d’épouse et de veuve. On pense d’abord la femme au travers du mariage. (...) Le but pour la femme est de se marier et lorsqu’elle n’y arrive pas on peut avoir l’instauration dans certaines municipalités, dans le sud de la France, de communautés d’organismes de charité qui vont aider ce qu’on appelle ‹ les jeunes filles à marier › afin de leur constituer une dot. »* *« La femme qui vit seule est vue comme une marginale. On va souvent la dénommer d’après des termes très généraux de fille, fillette, ou de fille publique — et dans ce dernier cas clairement on la désigne comme prostituée. Il y a tout un flou autour de la désignation de ces femmes seules qui sont sujettes à des agressions. On estime de toute façon qu’une femme qui ne serait pas vierge et ne serait pas mariée, ou veuve, est une femme de mauvaise renommée, dont la virginité est de toute façon mise en cause. »*

Pour autant, au cœur du Moyen-Âge de nombreuses femmes étaient reconnues comme porteuses de savoir, docteurs, sage-femmes, et pour certaines, pouvaient contrôler la procréation via des plantes connues pour leurs qualités abortives. Avant la mise en place de formes centralisées de pouvoir politique, les rapports de servages étaient négociés localement, en fonction de l’état des rapports de forces. Des formes de sociabilités propres au servage se développaient, parmi elles des communautés féminines. C’est au XIII<sup>ème</sup> siècle que les seigneurs ont réussi à formaliser et uniformiser les rapports de servage, à la défaveur des serfs, dans un contexte de développement des villes, et d’importance croissante donnée à l’argent. Seules les femmes des villes ont alors gagné en pouvoir, quand la masse de celles qui vivaient dans les campagnes en ont perdu, au fur et à mesure que la pauvreté augmentait, et que le nombre de paysans sans terre croissait.

C’est face à cette situation que se sont développées des mouvements millénaristes ou hérétiques, regroupant les exclus de la société féodale, prostituées, prêtre détroqués, travailleurs journaliers. Chose unique dans la France de l’époque, au sein de certaines congrégations hérétiques, les rapports étaient mixtes et relativement égalitaires. Des hérétiques rejetaient la procréation ici bas, considérant le monde comme mauvais, et certains allaient jusqu’à rejeter la sexualité en soi, qu’ils associaient à la survie, à une vie présente peu digne, quand d’autres encore s’opposaient à la chasteté prônée par l’Église. Les hérétiques, persécutés et écrasés par l’Église, ont été stigmatisés à la fois comme libertins et comme ascètes.

Au fur et à mesure du développement des villes et du marché, et du contrôle des populations préfigurant la mise en place de l’État moderne, la misogynie fut associée à la répression des hérésies et des soulèvements. Toutes les révoltes, tant celles des travailleurs que celles des femmes, ont été appelées « hérétiques ». Les communautés issues du servage furent dissoutes au profit des seigneurs comme de la bourgeoisie des villes, et la division des hommes et des femmes opérée, notamment par l’exploitation sexuelle. Le viol fut de fait dépénalisé en France, et les bordels généralisés au quatorzième siècle, notamment en Italie. Les hommes, trouvant un intérêt dans la nouvelle situation, ont souvent préféré opprimer les femmes plutôt que de se révolter contre le capitalisme naissant. Après la peste noire, la question démographique devenant un enjeu, la procréation fut contrôlée, comme les déplacements de populations. Et la répression du vagabondage comme de la prostitution effectuée en dehors des bordels a alors été mise en place.

Pour codifier la propriété marchande, les premières interdictions de certains métiers aux femmes furent mises en place au XII<sup>ème</sup> siècle, et ce processus fut poursuivi jusqu’au XIX<sup>ème</sup> siècle, dans le cadre de la redécouverte du droit romain (qui donnait un pouvoir exorbitant aux hommes sur le reste de la famille), en opposition à un droit féodal, qui admettait une multiplicité de droits sur une même terre et légitimait l’existence de la puissance publique. Parallèlement, du XI<sup>ème</sup> au XV<sup>ème</sup> siècle, la chevalerie a codifié ses valeurs en tant que classe. L’amour courtois en fait partie. Les clichés de genres dans le rapport à l’amour y sont omniprésents. C’est, comme l’explique Silvia Federicci, dans ce contexte que fut développé au cour de la fin du Moyen-Âge un nouveau modèle de féminité, celui de la « femme et épouse idéale, passive, obéissante, économe, taiseuse, travailleuse et chaste. »

Si l’on ne peut expliquer le début par la fin, comprendre des événements historiques à la seule lumière de ce qui leur succède, comme si l’Histoire était écrite, et si on ne peut affirmer que la répression des femmes visait à préparer le terrain à l’arrivée de la modernité et la mise en place de l’État central, la répression protéiforme des femmes, a, comme le développe Silvia Federicci, *« affaibli la résistance de la paysannerie européenne (...) au moment où la communauté paysanne était déjà en train de se désintégrer sous l’effet combiné de la privatisation de la terre, de la hausse des taxes et de l’élargissement du contrôle de l’État sur tous les aspects de la vie sociale. »* Elle *« a divisé hommes et femmes, et détruit un univers de pratiques, de croyances et de sujets sociaux dont l’existence était incompatible avec la discipline du travail capitaliste. »*

Plusieurs dizaines de milliers de sorcières ont été exterminées. Si les procès pour sorcellerie ont, dans certaines régions (comme l’actuelle région parisienne), concerné pour moitié des hommes, la majorité des historiens s’accordent pour affirmer que plus des trois quarts des exécutions ont concerné des femmes. Les causes avancées sont multiples : misogynie héritée du christianisme populaire, contrôle de la procréation (les sorcières étant porteuses de moyens de contraception comme de connaissances permettant l’avortement), mais aussi destruction de formes de sociabilités et de savoirs empiriques considérées comme opposées au rationalisme moderne en cours de développement. La chasse aux sorcières est, pour Silvia Federicci, le moment de la *« défaite historique des femmes. »* C’est par exemple depuis cette époque que le terme « commérage » est péjoratif et associé à la féminité. Pour le guide des chasseurs de sorcières du XV<sup>ème</sup> siècle, le *Malleus Maleficarum* (Marteau des sorcières), *« personne ne nuit davantage à l’Église catholique que les sorcières »* et *« une femme qui pense toute seule pense mal »*. Pour l’Église, à l’époque, la vision de la procréation était la suivante : l’homme dépose dans la femme un « homoncule », homme complet, qui va grandir dans le corps de la femme.

Dans plusieurs pays d’Europe, la loi a subordonné la femme à son mari, et, alors que la prostitution était relativement admise au milieu du Moyen-âge, celle-ci fut désormais réprimée, car associée au vagabondage et à la subsistance des femmes, au moment où l’État souhaitait sédentariser les populations pour les faire travailler, et rendre les femmes dépendantes du foyer. L’époque ouverte au XVI<sup>ème</sup> siècle a prolongé la répression des femmes et des marges, la base de la mise en place de l’État moderne étant le grand renfermement des pauvres et des

vagabonds dans les maisons de travail et de correction. Ce grand renfermement a entraîné une nouvelle caractérisation de la folie, vue comme le négatif de la rationalité occidentale alors en cours de nouvelle caractérisation. Comme le libertinage, l'alcoolisme et le vagabondage, on a considéré que la folie rend l'homme incapable de s'adapter aux valeurs d'une société qui érige le travail en valeur suprême, et qui en retour proscriit toute forme d'oisiveté. Alors que 40 000 pauvres vivaient à Paris au début du XVII<sup>ème</sup> siècle, 35 000 ont pu fuir, les 5 000 restant étant enfermés dans les hôpitaux.

Du XVI<sup>ème</sup> au XVII<sup>ème</sup> siècle, acte emblématique de l'accumulation primitive, la mise en clôtures des terres communales a ruiné la petite paysannerie en Angleterre. La destruction des communaux fut celle d'endroits importants pour les femmes, tant pour se nourrir que parce qu'ils étaient des places centrales de sociabilité et d'échange de savoirs. Le travail des femmes fut de plus en plus sous payé, ce qui favorisa à la fois l'essor du capitalisme, et la domination croissante des hommes sur les femmes. Suite à une crise de croissance de la population au XVI<sup>ème</sup> et XVII<sup>ème</sup>, puis à la fin de la famine en Europe au XVIII<sup>ème</sup> siècle, la croissance démographique est devenue une question d'État, dans le cadre du développement des théories mercantilistes légitimant le contrôle du corps des femmes et les injonctions à la maternité. Au XVI<sup>ème</sup> siècle, en France, fut mise en place une loi établissant que les femmes qui ont caché leur grossesse et entraîné un mort-né sont des meurtrières. Du XVI<sup>ème</sup> au début du XVIII<sup>ème</sup> siècles, les infanticides et autres actes entravant la croissance démographique furent qualifiés d'actes de sorcelleries, et demeuraient les premières causes de condamnation à mort. En Angleterre, la peine de mort pour adultère fut mise en place et appliquée. Le pouvoir sur la vie propre aux formes de gouvernementalité moderne passe par la discipline des corps, conjuguée à la régulation de la population. Il est lié à l'essor des villes, au développement des entreprises, et à la mise sous dépendance des femmes.

En Angleterre, le mouvement de renaissance évangélique a joué un rôle important dans le contrôle des corps des femmes dès 1770, et encore plus à partir de 1789. La prédication adressée aux femmes des classes supérieures, bourgeoisie et aristocratie, était associée à un discours consistant à dire que la Révolution française n'était pas liée aux privilèges de la noblesse mais à son libertinage. Les couples aristocratiques devaient donc prendre modèle sur les couples bourgeois, par un éloge de la pudeur, de la charité, et du dévouement féminin, et se régénérer, pour éviter que cette révolution ne s'étende.

Dans le cadre de la prise de pouvoir de la bourgeoisie et du développement de la classe ouvrière industrielle, en Occident, au XIX<sup>ème</sup> siècle, le modèle bourgeois de la femme au foyer fut étendu

au monde ouvrier, alors que les paysannes travaillaient et étaient relativement reconnues dans le travail. En réaction à cette relégation et à l'injonction à la procréation, la plupart des organisations féminines et même féministes qui se sont développées au XIX<sup>ème</sup> siècle étaient néo-mathusiniennes et ont prôné une réduction de la procréation. L'un de leurs slogans était *« Assez de chair à plaisir ! De chair à travail ! De chair à canon !»* Cette tendance s'est développée jusqu'à la légalisation de la contraception (en 1967 pour ce qui est de la France). Au XIX<sup>ème</sup> siècle, s'est développé aux États-Unis un mouvement populaire pour la santé. Lié au mouvement féministe, qui à l'époque ne focalisait pas encore sur le droit de vote mais voulait l'égalité réelle, ce mouvement prônait le respect des savoirs populaires et des savoirs développés pour les femmes, ainsi que l'accès à toutes les professions. La réponse bourgeoise fut la création du métier d'infirmière, subordonnée aux hommes médecins. En France, dans le sillage des mouvements pour la santé, des mouvements plus radicaux nés après 68 ont rejoint le Planning familial et imposé la légalisation de l'avortement. Si la légalisation de la contraception puis celle de l'avortement a divisé les parlementaires, il y eut consensus sur l'article 5 de la loi Neuwirth établissant que « toute propagande antinataliste est interdite. »

La légalisation de l'avortement est allée de pair avec son contrôle par l'État, et ne fut pas la réactivation des savoirs empiriques liés au corps des femmes. Cette loi de légalisation de l'avortement fut notamment critiquée en Italie par des féministes autonomes, dont l'histoire est racontée par la librairie des femmes de Milan dans l'ouvrage *Ne crois pas avoir de droits*. Aussi, pendant qu'on luttait pour l'avortement dans l'hexagone contre l'État qui l'interdisait, le même État français imposait parfois avortements et stérilisations aux femmes des « Départements et Territoires d'Outres Mer ».

Le patriarcat en Occident est donc le nom d'une dépossession des femmes, dépossession de leurs corps, de leur travail, de leur puissance, de leur capacité de décision. Le viol semble être à ce titre le stade ultime de la dépossession, l'annulation du corps. Si le viol est présent dans de nombreuses sociétés, il n'y a pas d'universalité du viol. Par définition, le viol n'existe pas en dehors des rapports de pouvoir et des rapports de forces. Dans la société iroquoise, matrilineaire, et où l'homme va vivre dans la famille de la femme qu'il épouse, le nombre des viols est faible. Nous savons aussi qu'une augmentation des viols peut avoir lieu en fonction des contextes, comme par exemple le développement du racisme colonial. Nous savons qu'un grand nombre des hommes appelés en Algérie ont violé, ce qui a

très probablement influencé les formes de la masculinité en France les années suivantes. Enfin, pour ce qui est du cadre légal, façonnant en partie les représentations, tous les viols ne sont pas reconnus par le pouvoir de la même manière. Au XIX<sup>ème</sup> siècle, la loi ne faisait pas que nier le viol conjugal, mais définissait le viol comme *« le coït illicite avec une femme qu'on sait n'y point consentir »*. « Illicite » désignant ici le coït hors mariage, la définition du viol protégeait le mariage en tant qu'institution, le viol étant le négatif du « devoir conjugal ».

Alors que dans les faits le viol n'est pas seulement une question de sexualité et est avant tout une question de pouvoir, la loi française définit le viol comme : « tout acte de pénétration sexuelle, de quelque nature qu'il soit, commis sur la personne d'autrui ou sur la personne de l'auteur, par violence, contrainte, menace ou surprise ». Cette définition du viol, liée à la diversification des pratiques sexuelles et des discours sur la sexualité, et résultant des luttes féministes, établit la nécessité du consentement, mais réduit le viol à son caractère sexuel. Nous réservons qu'en axant sur l'intention sexuelle de l'auteur du viol, la loi française ne permet pas de penser ce qui est arrivé à Théo, sodomisé de force par un gendarme à l'aide de sa matraque, sous prétexte que nous ne détenons pas de preuve du fait que l'acte était sexualisé dans l'esprit du gendarme. Par ailleurs, en visant à protéger le consentement la loi crée des catégories de personnes ne pouvant consentir qu'entre elles, comme les mineurs de moins de quinze ans (un seuil qui pourrait être questionné, quand on sait par exemple qu'un mineur de 13 ans est pénalement responsable…) et les handicapés mentaux. La juriste Marcella Iacub fait remarquer qu'avoir enfermé les handicapés mentaux dans ce huis clos sexuel a pour effet de justifier les pratiques de stérilisation et les discours les justifiant, sans que personne ne s'en indigne. Dans le contexte d'une pensée émancipatrice visant à rejeter l'État hors du domaine de la sexualité, Foucault proposait de pénaliser le viol en tant qu'atteinte à la personne, et de renoncer à la dénomination de « crime sexuel ».

Si le patriarcat est le nom d'une dépossession, il est aussi celui d'une répartition. Comme le détaille Christine Delphy, les hommes sont associés à l'espace public, et les femmes au privé. Les cuisiniers ou les diplomates les plus reconnus sont des hommes. Celles qui cuisinent à la maison ou jouent un rôle de diplomatie à des échelles familiales ou amicales sont le plus souvent des femmes. Le travail gratuit des femmes dans la sphère domestique est à la fois une exploitation, et la mise en place d'espaces et de pouvoirs différenciés.

Tendanciellement, on peut dire que

plus le patriarcat est fort et plus les femmes vont avoir des pouvoirs invisibles, liés au maintien des normes, au monopole de l'éducation, voire au contrôle du corps et au choix de l'épouse pour le fils à marier. Pour reprendre les mots de Geneviève Fraisse, *« les hommes font les lois, les femmes font les mœurs. »*

Nous considérons que c'est là qu'une partie du féminisme se trompe quand il réduit le patriarcat à un face à face entre « classes des femmes » et « classes des hommes », alors que la division homme/femme a été créé par des rapports de production, et que l'enjeu des rôles différenciés a toujours été le maintien d'un ordre social. Cette divergence au sein du mouvement féministe s'est exprimée récemment dans la manifestation du 24 novembre contre les violences sexistes et sexuelles, les organisatrices prônant l'unité de toutes les femmes contre les « violences masculines », quand la tendance « Nous aussi » insistait sur la précarité des femmes rendant possible ces violences, qui sont exercées ou favorisées par les institutions.

Le capitalisme et le patriarcat absorbé en son sein ont repris et réaménagé des conceptions sur les hommes et les femmes qui lui étaient antérieures depuis des siècles et visaient au maintien de la société. En outre, observons que le patriarcat hiérarchise aussi les hommes entre eux. Mélanie Gourarier, qui a observé des communautés masculinistes, note que les hommes qui en font partie séduisent les femmes pour se comparer entre hommes. L'histoire du racisme, de la castration des esclaves à l'extrême dépréciation actuelle de la masculinité des hommes noirs et arabes, confirme aussi cette hiérarchisation des hommes entre eux par le patriarcat occidental.

Et ce n'est pas un hasard si c'est au moment où l'ordre en place craque de toutes parts, au moment où l'Occident est de moins en moins hégémonique à l'échelle du monde, au moment où l'économie se réduit à la crise et que le droit est dépassé sur son propre terrain par l'état d'exception, que les rôles sexuels mis en place au sein de l'ordre occidental sont remis en cause. La virilité affirmée de manière caricaturale par Trump et Poutine montre que quelque chose ne va plus de soi. L'intérêt médiatique croissant pour les relations BDSM, qui caricaturent, parodient, visibilisent ou détournent de leur but les rapports de pouvoir est un autre exemple. Cela ne signifie pas qu'il faudrait se satisfaire des symboles. Voir une femme à la tête du FMI ou avoir comme président de la République un homme marié à une femme plus âgée ne change fondamentalement rien aux structures du pouvoir. Observons cependant que les représentation dominantes ne sont plus évidentes, et c'est heureux.

En conclusion, rappelons que

les inégalités entre hommes et femmes sont liées aux structures sociales, bien qu'elles n'y soient pas réductibles, et sont aussi une question propre, avec des rapports de force entre hommes et femmes. Rappelons aussi que même si le communisme primitif et le matriarcat originel sont des mythes (développés tant par ceux regrettant un âge d'or que par ceux expliquant que l'ordre patriarcal a remplacé une situation catastrophique), il est faux de dire que les femmes sont absolument opprimées partout, tout le temps, et de la même manière. Si la procréation est souvent associée symboliquement aux hommes, il existe des sociétés matrilineaires, comme les Iroquois ou les Inuits. Il existe aussi, de manière encore plus minoritaire, quelques sociétés égalitaires, comme les Nà en Chine. Une connaissance des structures sociales du patriarcat appuie donc la nécessité de penser spécifiquement la question des rapports hommes/femmes, qui n'est pas réductible au grand tout d'une « question sociale », tout en liant cette question à la critique de l'ordre en place. Et même si rien ne sera satisfaisant tant qu'existeront les rapports capitalistes et patriarcaux, affirmons, en analysant les exemples de communautés ayant existé pour contrer les conséquences du développement du capitalisme, la nécessité de penser dès aujourd'hui, ici et maintenant, les termes de rapports hommes/femmes différents de l'ordre ancien.

- Bibliographie :
- Simone de Beauvoir, *Le deuxième sexe*.
  - Houria Bouteldja, *Les Blancs, les Juifs et nous*.
    - Judith Butler, *Trouble dans le genre*.
  - Constance Chatterley, *Du féminisme illustré*.
    - Mona Chollet, *Beauté fatale*.
    - Hélène Cixous, *Le rire de la méduse*.
    - Hélène Cixous, *Le troisième corps*.
  - Christophe Darmangeat, *Le communisme primitif n'est plus ce qu'il était*.
    - Christophe Darmangeat et Yann Kindo, *Caliban ou l'histoire au bûcher*.
  - Angela Davis, *Femmes, race et classe*.
    - Gilles Dauvé, *Queer, ou l'identité qui refuse d'en être une*.
  - Christine Delphy, *Classer, dominer*.
    - Christine Delphy, *L'ennemi principal*, deux tomes.
  - Virginie Despentes, *King kong théorie*.
    - Virginie Despentes, *Vernon Subutex*, trois tomes.
    - Elsa Dorlin, *Se défendre*.
  - Elsa Dorlin et Eric Fassin, *Reproduire le genre*.
    - Delphine Dulong, Christine Guionnet et Erik Neveu, *Boys don't cry*.
  - Barbara Ehrenreich et Deirdre English, *Sorcières, sages-femmes et infirmières. Une historE des femmes soignantes*.
  - Eve Ensler, *Les monologues du vagin*.
  - Eve Ensler, *Manifeste en hommage aux combattantes du vagin*.

•Eric Fassin, *Au-delà du consentement - pour une théorie féministe de la séduction*.

- Silvia Federici, *Caliban et la sorcière*.
  - Silvia Federici, *Salaires contre le travail ménager*.

•Pamela M. Fishman,

*Interaction :*

*The work women do*.

- Michel Foucault, *Histoire de la folie à l'âge classique*.
- Michel Foucault, *Histoire de la sexualité*, 4 tomes.
- Michel Foucault, *Surveiller et punir*.
- Antoinette Fouque, *Il y a deux sexes, et autre essais de féminologie*.
- Geneviève Fraisse, *La différence des sexes*.
  - Geneviève Fraisse, *Muse de la raison, démocratie et exclusion des femmes en France*.
  - Mélanie Gourarier, *Alpha mâle, séduire les femmes pour s'apprécier entre hommes*.
  - Jack Halberstam, *« Tu me fais violence !», La rhétorique néolibérale de la blessure, du danger et du traumatisme*.

- Christina Hanhardt, *Safe Space : Neighborhood History and the Politics of Violence*.
  - Françoise Héritier, *Masculin, féminin*, deux tomes.

- Françoise Héritier, Michelle Perrot, Sylviane Agacinski, Nicole Bacharan, *La plus belle histoire des femmes*.
- Marcela Iacub, *Le crime était presque sexuel, et autre essais de casuistique juridique*.
- Eva Illouz, *Pourquoi l'amour fait mal ?*
- Selma James, *Sex, Race and Class the Perspective of Winning : A Selection of Writings, 1952-2011*.

.Lola Lafon, *Une fièvre impossible à négocier*.

- La librairie des femmes de Milan,

*Ne crois pas avoir de droits*.

- Stella Magliani-Belkacem et Félix Boggio Ewanjé-Epée, *Les féministes blanches et l'Empire*.

- Morgane Merteuil, *Libérez le féminisme !*
- Période, *Pour un féminisme de la totalité*.

- Gail Pheterson, *Femmes en flagrant délit d'indépendance*.
- Julie Pilorget et Julia Conesa Soriano, *Faire communauté*.
- Julie Pilorget, *La fin du Moyen Âge, un moment charnière pour l'histoire des femmes ? Les embarras de la périodisation*.
- Paul B. Preciado, *Lettre d'un homme trans à l'ancien régime sexuel*.
- Gayle Rubin, *Surveiller et jouir*.

- Malika Salaün, *Viol : les racines du mal*.
- Thierry Schaffauser, *Les luttes des putes*.
  - Starhawk, *Boys don't cry. Femmes, magie et politique*.

- Paola Tabet, *La grande arnaque: sexualité des femmes et échange économique-sexuel*.
- Marta Tikkanen, *Les hommes ne peuvent être violés*.

- Tiqqun, *Echographie d'une puissance*.
- Tiqqun, *Premiers matériaux pour une théorie de la jeune-fille*.

- Françoise Vergès, *Le ventre des femmes*.
- Monique Wittig, *La pensée straight*.

**Troisième volée de revendications d'actions extra-réalistes depuis la constitutions des cinq premières cellules le 10 février 2018, lors d'une discussion alcoolisée sous le chapiteau empli du fest-noz magmatique à Bellevue sur la Zad de Notre-Dame-des-Landes.**

**Pour annoncer la constitution d'une nouvelle cellule, communiquer ou une déposer une revendication d'action extra-réaliste, écrire à [extrareal@riseup.net](mailto:extrareal@riseup.net)**

« C'était long et laborieux, un vrai travail de fourmi, mais après plusieurs mois de chopardage acharné nous voilà fin prêts. 400 bouteilles de vin attendent patiemment dans nos caves et celles de nos amis : des millésimes piqués dans ce grand resto où on bosse pour ketchik, des vins passables chourrés au carrouf', des pinards d'exception escamotés chez notre voisin bourge... D'ici peu, ce sont près de 300 litres de rouge que nous déverserons gratuitement dans les gosiers assoifés des badauds du centre bourg de Bordeldorado. 400 gorgeons qui passeront par pertes et profits dans la plus grande libation de l'histoire de la Gironde. La date ? on la garde pour nous, t'es pas louf' ? Ce sera la surprise du siècle ! »

communiqué de la cellule extra-réaliste *Surprise parties imaginaires*  
— section bordelaise

« Nous déclarons avoir repeint en jaune fluo les voitures de deux sociologues et trois géographes. Nous l'avons fait pour que tout le monde voie qui sont ces parasites payés par nos impôts qui nous décrivent comme la « France périphérique » alors que nous sommes le peuple en colère. »

communiqué de la cellule extra-réaliste *Gilet jaune écarlate*

« Cherche acolytes et terrains ou caves discrètes pour démarrer un groupe d'auto-formation de sape et génie civil. Objectif à moyen terme : création d'une section de taupes humaines capable de créer discrètement un réseau de souterrains pour, suivant l'envie, faire des incursions par tunnel dans le centre des congrès ou installer une ville sous la ville, autonome en cas de catastrophe. Il ne sera pas dit que les extra-réalistes ne se préparent pas aussi à la fin du monde. Pour candidater, écrire à [extrareal@riseup.net](mailto:extrareal@riseup.net). »

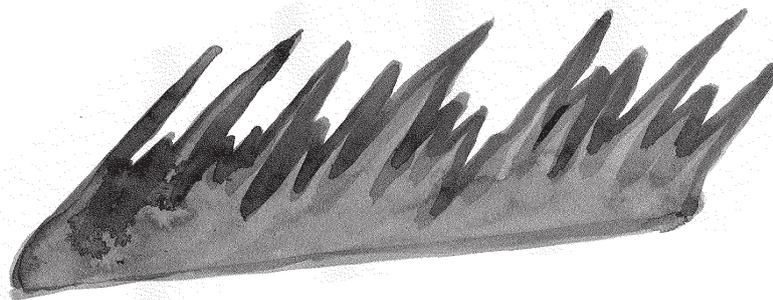
communiqué de la future cellule extra-réaliste *Pour une fin du monde réussie*

« Nous, cellule extra-réaliste *Saxifrage ex-Gloria Victis*, déclarons avoir allègrement semé nombre de graines du meilleur cannabis afghan dans le minuscule jardin de Mme Nathalie Appéré, à quelques encablures de Jacques Cartier. Si celle-ci est futée (ce dont, évidemment, nous doutons) elle profitera de l'occasion pour devenir créative et se laisser porter par son imaginaire enfin non-atrophié. Dans le cas contraire, elle flinguera son jardinet pour empêcher les braves plantes de s'épanouir. Ce sera déjà ça. »

communiqué de la cellule extra-réaliste *Saxifrages ex-Gloria Victis*

« Désarçonnés par l'inconséquence des agissements de cette cellule non-déclarée qui a fait n'importe quoi l'autre soir et face à ses discours tenant d'une abstraction imbitable, nous, réunis dans la cellule *Hétérodoxie radicale* avons décidé de radier du prolétariat les usurpateurs précités et ceci sans délai. Dont acte. »

communiqué de la cellule extra-réaliste *Hétérodoxie radicale*



Yann Dupont

## Fragilité(s)

On ne sait plus si c'est une station-service  
Cette lumière qui vacille au bout de la nuit  
Dans l'infinie rectitude de la route

Peut-être une femme au comptoir  
Seule sous une lueur blafarde  
Y boit l'amertume d'un café noir

Les mots paraissent sombres  
Quand le soleil trop haut  
Se dilue dans le ciel  
Quand seule une mouche  
Se cogne contre la vitre  
Quand la torpeur sur une plage  
Assassine un homme

Les rues paraissent sombres  
Et assomment de sommeil  
La raison des hommes

Absinthe du soleil  
Absente du sommeil  
À l'heure où l'aube  
Des limbes s'éveille  
Une lueur d'outre-tombe  
Flotte dans ses veines